

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 01 MARS 2011

DINSDAG 01 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 07 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

01 Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "l'enquête relative aux avoirs acquis indûment par la famille Ben Ali" (n° 3030)

01.01 Peter Logghe (VB): Au fil des années, la famille de Ben Ali, le président tunisien destitué, a amassé en Belgique diverses possessions. À l'époque, cela ne posait pas le moindre problème mais aujourd'hui, cette famille est tout à coup suspectée d'avoir acquis ces possessions avec des capitaux d'origine douteuse, à telle enseigne que le parquet belge n'a pas hésité à les saisir.

Comment le secrétaire d'État s'explique-t-il qu'il n'y ait eu antérieurement aucune inculpation et qu'aucun devoir d'enquête n'ait été accompli précédemment?

01.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le procureur du Roi de Bruxelles a effectivement saisi des biens immobiliers et quelques comptes bancaires appartenant à la famille de l'ancien président tunisien. Des avoirs financiers peuvent être gelés à l'échelon des Nations Unies, de l'Union européenne ou d'un pays.

À l'échelon de l'ONU, des mesures concernant la Libye et Kadhafi, parmi lesquelles une mesure de gel des avoirs financiers, ont été prises ce week-end par le biais de l'adoption de la résolution 1970. En Belgique, cette décision sera exécutée sur la base de la loi du 11 mai 1995.

À l'échelon de l'Union européenne, des mesures similaires peuvent être prises par le biais de l'application de l'article 215 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. S'agissant de Ben Ali, l'UE a promulgué le 4 février 2011 le règlement 101/2011 en vertu duquel ses avoirs financiers et ses ressources économiques seront gelés.

En ce qui concerne Kadhafi, le Conseil de l'Union européenne s'est aligné lundi sur la décision des Nations Unies et l'a renforcée en interdisant également toute livraison d'armes et tout équipement qui pourrait servir à des fins répressives. Une interdiction de visa a également été décidée à l'égard d'une vingtaine de personnes du régime Kadhafi et de ses fils. Enfin, il a été décidé de geler tous les avoirs européens de Kadhafi et de cinq de ses proches.

La Belgique peut également prendre des décisions en toute autonomie en vertu de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944. Je renvoie également à l'arrêté royal relatif au terrorisme du 28 décembre 2006. Il faut toutefois tenir compte de l'inviolabilité diplomatique des chefs d'État en la matière.

Une demande peut également être faite à la Belgique par la voie judiciaire. L'appel lancé par l'actuel gouvernement égyptien de bloquer les avoirs de l'ancien président Moubarak et de sa famille est examiné par l'autorité centrale en matière pénale du SPF Justice.

Parallèlement à cette mesure répressive, la Belgique a opté pour une approche préventive de la corruption de la part de personnes politiquement exposées. Ceci relève de la mission de la Cellule de traitement des informations financières qui applique la loi anti-blanchiment du 11 janvier 1993. Cette loi impose aux établissements financiers et autres de faire preuve d'une vigilance accrue envers des personnes politiquement exposées.

La lutte contre la fraude sociale relève également du champ d'application de la loi sur le blanchiment. La CTIF transmettra donc tout indice sérieux de blanchiment de capitaux au procureur du Roi ou au procureur fédéral.

La CTIF a diffusé un avertissement invitant à la vigilance accrue en ce qui concerne tant l'ancien président tunisien que l'ex-président égyptien. Cette cellule use de ses prérogatives à partir du moment où elle reçoit une déclaration concernant des opérations financières suspectes.

La cellule a également pour mission d'analyser des informations financières, administratives, policières et juridiques. Dans le cadre du dossier relatif à l'ancien président tunisien, la cellule a fait appel à des instances étrangères similaires et a ainsi pu établir un lien entre des opérations suspectes et de graves phénomènes criminels, à savoir des malversations commises dans le cadre d'une fonction publique et des cas de corruption. La CTIF a communiqué ces informations au procureur du Roi compétent, après quoi il a été procédé à la saisie de biens immobiliers et de comptes bancaires. L'enquête étant en cours, je ne puis fournir plus de détails.

Dès le 19 janvier 2011, la CTIF a apporté sa collaboration dans le dossier de l'ancien président tunisien et la mise en garde suivante a été publiée sur le site: "Situation actuelle en Tunisie: vigilance accrue concernant des personnalités politiques éminentes". Par ailleurs, en collaboration avec son pendant français, la CTIF organisera le 10 mars à Paris une plate-forme de concertation regroupant les *Financial Intelligence Units* des 27 États membres.

S'agissant du dossier de l'ancien président tunisien, une *task force* a également été mise sur pied au secrétariat général d'Interpol à Lyon à l'initiative du parquet de Bruxelles. Cette *task force* a été chargée de veiller à l'identification exhaustive de l'ensemble des membres de la famille de l'ancien président et d'assurer la coordination de la communication des informations.

Depuis mi-2009 jusqu'à ce jour, la CTIF a transmis six dossiers de personnalités aux autorités judiciaires. Il s'agit en l'occurrence de commerce illégal, de corruption, d'abus de biens communs, de trafic d'armes et d'abus de confiance. Dans chaque dossier, il y avait des liens avec des pays africains.

01.03 Peter Logghe (VB): J'ai toujours le sentiment que la machine n'est mise en marche que lorsque les régimes sont tombés et que des rumeurs sont répandues à propos de biens acquis indûment. Il manque une approche plus préventive.

01.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): Cette conclusion n'est pas tout à fait correcte: plusieurs dossiers ont déjà été transmis au parquet sur la base d'informations fournies. Une approche efficace n'est possible que dans un contexte international et doit rester dans les limites légales.

01.05 Peter Logghe (VB): Un cadre international constitue en effet un must mais peut-être pourrions nous anticiper, même si nous risquons de heurter des susceptibilités.

L'incident est clos.

02 Question de M. Bert Schoofs au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3077)

02.01 Bert Schoofs (VB): Le 16 novembre 2010, la VVSG a fait savoir que les arrêtés d'exécution de la loi sur les jeux de hasard posaient problème. Il semblerait que plus de 60 arrêtés royaux attendent un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences.

Quels arrêtés royaux relevant du domaine de compétence du secrétaire d'État sont prêts mais ne peuvent être exécutés?

02.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): Cette question a quelque peu perdu de son actualité. La loi sur les jeux de hasard est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011, comme prévu. La publication des

arrêtés royaux, relatifs aux paris essentiellement, a eu lieu le 29 décembre 2010. Dans l'intervalle, d'autres arrêtés royaux jugés très urgents ont été approuvés. L'arrêté royal concernant les sanctions administratives est en préparation. Lorsque le besoin s'en fait sentir, le gouvernement en affaires courantes assume effectivement ses responsabilités.

02.03 Bert Schoofs (VB): Nous n'avons donc pas de gouvernement doté de la plénitude de compétences mais un gouvernement qui décide lui-même de temps à autre que certains dossiers sont urgents. Y a-t-il encore d'autres arrêtés royaux en attente d'être exécutés pour lesquels la plénitude des compétences est nécessaire?

02.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Toutes les questions urgentes en matière de jeux de hasard ont été résolues. Un arrêté royal concernant les sanctions administratives est encore en préparation. Il sera encore présenté. Nous avons travaillé de manière systématique. Nous avons accordé la priorité aux paris, ensuite à l'internet, aux jeux téléphoniques et aux jeux médiatiques. Le règlement en matière de sanctions administratives est actuellement à l'examen.

02.05 Bert Schoofs (VB): J'en conclus que plus les compétences du gouvernement sont réduites, plus les choses vont vites dans certains dossiers.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "la déchéance du permis de conduire pendant une hospitalisation" (n° 2688)

03.01 Peter Logghe (VB): Le 1^{er} février, une jeune femme de 25 ans a perdu la vie dans un accident sur le pont enjambant l'E17 à Waregem. Selon l'enquête, le conducteur qui l'avait fauchée était en état d'ébriété. Grièvement blessé, il a été emmené à l'hôpital et ne devrait pas en ressortir avant un bon moment. Son permis de conduire a immédiatement été retiré pour deux semaines.

Pareille sanction a-t-elle encore de l'effet? Ne vaudrait-il pas mieux que l'interdiction de conduire entre en vigueur le jour où l'auteur de l'accident sera en mesure de reprendre le volant? La loi doit-elle être modifiée en ce sens ou le ministre compte-t-il prendre une initiative?

03.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'article 55 de la loi du 16 mars 1968 énonce explicitement le caractère immédiat du retrait de permis de conduire: on ne peut y déroger. Cette disposition doit être considérée comme une mesure de protection et non comme une sanction. Tant la Cour européenne des droits de l'homme que les plus hautes juridictions nationales se sont prononcées sur la question. Le ministère public peut toutefois demander au tribunal de police de proroger le retrait, jusqu'à trois mois maximum.

Le tribunal de police peut toujours prononcer une déchéance du permis de conduire sur la base de la loi du 16 mars 1968.

03.03 Peter Logghe (VB): Il faut donc attendre la décision du tribunal de police. Cela donne tout de même aux gens l'impression d'un manque d'harmonisation.

L'incident est clos.

04 Question de M. André Frédéric au ministre de la Justice sur "les conséquences de l'annulation par le Conseil d'État de l'arrêté royal du 16 octobre 2008 réglant le statut de l'armurier" (n° 2712)

04.01 André Frédéric (PS): Ma question porte sur la décision prise par le Conseil d'État le 25 novembre 2010 d'annuler votre arrêté royal sur les armuriers du 16 octobre 2008. Le motif en a été une justification insuffisante de l'urgence, d'autres motifs ont été invoqués et plusieurs griefs ont été exprimés par le secteur.

Quel est dès lors le régime juridique applicable aujourd'hui aux armuriers? L'ancienne réglementation est-elle conforme à la nouvelle loi? Y a-t-il urgence? Comptez-vous adopter un nouveau texte réglementaire qui réponde aux griefs du secteur? Consulterez-vous le Conseil consultatif des armes?

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): En raison de l'annulation de l'arrêté royal du 16 octobre 2008, les armuriers se trouvent dans la situation juridique antérieure. Le code déontologique qui leur était imposé n'est donc plus d'application et les examens d'aptitude professionnelle préalables à l'agrément d'armurier ne peuvent plus être organisés, ce qui suspend toutes les demandes introduites par des personnes n'ayant pas encore prouvé leur aptitude professionnelle.

Étant donné qu'il est anormal et même dangereux de ne pas imposer de code déontologique à une catégorie professionnelle à risque, le remplacement de l'arrêté royal est urgent. Une nouvelle version, soumise au Conseil d'État, tient compte de plusieurs griefs formulés par le secteur. Le Conseil consultatif des armes pourra s'exprimer en mars. Nous cherchons donc une solution d'urgence.

04.03 André Frédéric (PS): Nous sommes en plein vide et il faut prendre des initiatives, comme l'appel au Conseil consultatif. Vous dites que votre projet d'arrêté soumis au Conseil d'État rencontre les griefs du secteur, qui est très attentif. Je serai attentif à ses côtés.

L'incident est clos.

Président: Bert Schoofs.

05 Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "le principe du compte de tiers" (n° 2744)

05.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Le 19 janvier 1989, le règlement de l'Ordre national des avocats a instauré l'utilisation du compte de tiers pour les avocats. L'objectif était d'établir une distinction claire entre les fonds propres de l'avocat et les sommes qu'il perçoit pour les clients.

Le 27 janvier 2011, la Cour de cassation a toutefois rendu un arrêt stipulant qu'il n'existe en fait pas de distinction entre ce compte de tiers et le patrimoine personnel de l'avocat. La jurisprudence de la section néerlandophone de la Cour de cassation diffère apparemment quelque peu de celle de la section francophone. L'Ordre des barreaux flamands a adressé un courrier au ministre dans lequel il lui demande de prendre une initiative législative en la matière.

Le ministre répondra-t-il à la demande des barreaux flamands et préparera-t-il un projet de loi?

05.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le principe du patrimoine distinct est remis en cause par l'arrêt de la Cour de cassation. Celle-ci se réfère expressément à l'absence de dispositions légales particulières pour le barreau. Cet arrêt sème donc le doute.

À l'inverse des barreaux, les dispositions légales pour le notariat ont été inscrites dans la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat et dans l'arrêté royal du 10 janvier 2002 relatif à la gestion des sommes, titres et valeurs au porteur reçus par un notaire et au contrôle de la comptabilité des notaires. La Cour de cassation a à présent lancé un signal pour que soit comblée cette lacune pour les avocats. Il faudra en tout état de cause mettre fin à cette insécurité juridique. Nous nous penchons à présent sur la manière de procéder.

Il serait peut-être opportun de se pencher sur la réglementation relative au notariat et de veiller à ce que les deux réglementations soient concordantes. Cette question fait l'objet de contacts avec le barreau et le notariat. Compte tenu de la période d'affaires courantes, je dispose d'une marge de manœuvre limitée, mais je demanderai à mon administration de réfléchir à une solution. Mes services peuvent préparer le dossier et adresser un courrier au Parlement pour vérifier s'il est possible d'aboutir à une solution sur la base d'un projet ou d'une proposition. Il va de soi qu'il est également loisible à chaque parlementaire de déposer une proposition de loi.

05.03 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Je verrai quelle initiative législative je peux prendre.

L'incident est clos.

Présidente: Kristien Van Vaerenbergh.

06 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les déclarations de Sharia4Belgium contre Filip Dewinter sur YouTube" (n° 2749)

06.01 Bert Schoofs (VB): Dans un film posté sur YouTube, la branche belge de Sharia4Belgium exprime son euphorie à l'occasion du décès de Mme Morel. Ce groupement avait déjà publié auparavant un petit film dans lequel il déclarait que la maladie qui l'a finalement terrassée était une punition envoyée par Allah. Dans le film le plus récent, le porte-parole de Sharia4Belgium a exprimé le souhait que M. Dewinter, dirigeant du Vlaams Belang, subisse le même sort que celui de Mme Morel.

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (CECLR) a-t-il déposé une plainte à ce sujet? Où en sont les éventuelles instructions ou informations? Une date a-t-elle déjà été fixée pour le traitement du dossier par le tribunal répressif? Quel parquet se charge de cette affaire? Quelle priorité y a été donnée? Ne serait-il pas temps que des organisations telles que Sharia4Belgium soient interdites?

06.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Trois informations sont encore en cours concernant Sharia4Belgium et/ou Fouad Belkacem.

Le parquet a reçu le 1^{er} juin 2010 une plainte non datée déposée par le CECLR à la suite de prétendues déclarations faites par Fouad Belkacem et Anjem Choudary au cours d'une conférence de presse organisée le 22 mai 2010 à Anvers après l'interdiction d'une manifestation pro-burqa. Fouad Belkacem a pu être auditionné dans l'intervalle. Anjem Choudary séjourne quant à lui au Royaume-Uni. Des actes d'instruction doivent encore être effectués, notamment certaines vérifications ayant trait à la location du centre culturel. Les responsables attendent également encore la traduction officielle des déclarations de l'intéressé en anglais. Une fois que les enquêteurs disposeront de ces éléments, il sera possible de juger définitivement si Fouad Belkacem s'est rendu ou non coupable d'infractions à la loi antiraciste. Dans l'affirmative, le dossier sera joint.

Le parquet a reçu le 16 avril 2010 une autre plainte non datée émanant du CECLR, portant sur de prétendues déclarations faites par Fouad Belkacem au cours d'une interview accordée au quotidien *Het Nieuwsblad* le 24 mars 2010, et en particulier sur un passage relatif aux homosexuels.

Dans l'intervalle, Fouad Belkacem a pu être auditionné. Le parquet estime que les déclarations en question constituent effectivement une infraction à la loi du 22 mai 2007. Cette information judiciaire est terminée. En raison de la connexité entre les deux affaires, ces déclarations ne feront pas, en attendant l'achèvement de l'autre enquête, l'objet d'une citation distincte.

Il y a par ailleurs la plainte du 23 mars 2010 déposée par Filip Dewinter et Peter Velle à la suite de la diffusion de diverses images et commentaires sur le site sharia4belgium.web.com et sur YouTube. Sharia4belgium@gmail.com a adressé un courriel à Peter Velle qui l'encourage ou l'invite à consulter le site précité. Fouad Belkacem a pu être auditionné. Dans l'état actuel de l'enquête, aucun acte de participation personnelle punissable, ni infraction à la loi sur le racisme ne peut être démontré. Aucune des vidéos incriminées n'est une production de Sharia4Belgium ou de Fouad Belkacem. Les données ont été postées sur YouTube par d'autres usagers non identifiés.

Pour ce qui concerne les déclarations à l'occasion du décès de Marie-Rose Morel, la police judiciaire fédérale d'Anvers a été invitée à dresser un procès-verbal d'office. À ce jour, aucune plainte du CECLR n'a été enregistrée.

Les déclarations de Fouad Belkacem sont en cours d'analyse afin d'identifier d'éventuels faits punissables.

06.03 Bert Schoofs (VB): À propos de ces faits, le silence de nombreux milieux politiques bien-pensants demeure surprenant. Ce sont toujours les membres du Vlaams Belang qui doivent s'insurger. L'absence de certitude quant au dépôt éventuel d'une plainte par le CECLR contre des déclarations aussi scandaleuses confirme simplement l'idée que nous nous faisons de ce centre qui, en ce qui me concerne, a perdu toute crédibilité.

Le porc est un animal impur, mais Sharia4Belgium doit cesser ces comportements indignes.

L'incident est clos.

07 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la libération de trois kidnappeurs de Tamise" (n° 2750)

07.01 Bert Schoofs (VB): Trois majeurs de Tamise qui avaient kidnappé un jeune homme avant de le dévêtir et de le laisser dans le plus simple appareil dans le quartier chaud de Bruxelles ont été arrêtés. Ils ont été remis en liberté presque aussitôt, bien qu'une grande quantité de marihuana ait été découverte dans leurs effets personnels lors de leur arrestation.

Le ministre peut-il nous en dire plus? Estime-t-il comme moi que la justice est de plus en plus laxiste dans ce type de dossiers? Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un cas isolé et nos concitoyens en ont assez.

07.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je trouve qu'il est inadmissible que d'aucuns s'évertuent en permanence à démontrer que la justice est de plus en plus laxiste alors qu'il n'y a jamais eu autant de personnes détenues préventivement qu'aujourd'hui. D'ailleurs, la détention n'est pas toujours la mesure la plus appropriée. Que l'on considère les faits ou que l'on considère le respect des principes, prétendre que la justice est une pétaudière est inexact.

Les trois suspects concernés ont été arrêtés le lundi 7 février 2011 à la suite de diverses perquisitions. Ils ont été déférés devant le juge d'instruction de Termonde qui les a placés sous mandat d'arrêt après les avoir entendus. Le mercredi 9 février, le juge d'instruction les a remis en liberté sous conditions, une décision qui relève de sa compétence souveraine. Dans ce dossier, tous les acteurs de la justice ont assumé leurs responsabilités. Compte tenu du principe de la séparation des pouvoirs, je ne souhaite pas commenter cette décision de remise en liberté prise par le juge d'instruction.

07.03 Bert Schoofs (VB): Nous pourrions mener tout un débat sur la séparation des pouvoirs, mais ce n'est pas mon intention ici de m'en prendre à la magistrature. Nos records en matière d'arrestations sont plutôt à mettre en corrélation avec le nombre insuffisant de cellules, et le citoyen que je représente trouve effectivement qu'il y a du laxisme. À l'heure où les médias relatent de plus en plus fréquemment ce genre d'incident, devons-nous faire taire la presse, ou plutôt réagir efficacement aux incidents? Je crains que dans un tel contexte, les citoyens décident un jour de faire justice eux-mêmes, ce que je ne souhaite certainement pas.

L'incident est clos.

Présidente: Sarah Smeyers.

08 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la confrontation utilisée comme méthode d'enquête" (n° 2752)

08.01 Bert Schoofs (VB): Lorsque les services de police veulent faire en sorte que les victimes ou d'autres personnes concernées identifient les éventuels auteurs de faits répréhensibles, ils se servent de photographies de suspects ou procèdent à une confrontation au travers d'une glace sans tain.

Le ministre peut-il nous fournir plus d'explications? Quelle est la technique la plus fiable? Que dit la jurisprudence à ce sujet? Les méthodes employées sont-elles perfectibles?

08.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Aucune législation spécifique ne régit l'identification des auteurs. Celle-ci relève du principe général de la libre administration de la preuve. C'est en dernière instance au juge du fond qu'il incombe d'apprécier l'identification des auteurs, appréciation portant sur la valeur et la validité de cette identification.

Dans le cadre de la formation des enquêteurs, on attire leur attention sur le fait qu'ils devront toujours faire preuve de la plus grande objectivité possible quand ils seront amenés à organiser des confrontations. Sous les auspices du Comité P a été éditée une publication très intéressante sur ce thème: "Reconnaître un

suspect: autant y regarder à deux fois: de la confrontation au line-up".

08.03 Bert Schoofs (VB): Je ne manquerai pas d'examiner ce document avec la plus grande attention.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Karin Temmerman au ministre de la Justice sur "le centre de psychiatrie légale à Gand" (n° 2696)

09.01 Karin Temmerman (sp.a): Où en est la construction du centre de psychiatrie légale de Gand?

Le 18 octobre dernier, le ministre a répondu que Mme Onkelinx devait encore prendre plusieurs décisions. Celle-ci m'a répondu ensuite que la dernière réunion au cours de laquelle la décision sur l'exploitation serait prise était prévue le 18 février 2011 et elle m'a renvoyée au ministre concernant l'état d'avancement du dossier.

Pourra-t-on effectivement mettre en place une unité d'exploitation?

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Les collaborateurs des cellules stratégiques chargées du suivi du dossier se sont réunis le 18 février dernier. Les imprécisions ont été clarifiées. Sur la base de cette discussion, ils préparent un texte adapté. La question primordiale est évidemment de savoir comment le financement sera organisé.

Lorsque le projet sera prêt, le dossier sera transmis aux inspecteurs des Finances, au SPF Justice, au SPF Santé publique, au secrétaire d'État au Budget et au Conseil des ministres. Dès que celui-ci aura donné le feu vert, il sera procédé à l'appel aux candidats. L'objectif est de procéder, en collaboration avec la ministre de la Santé publique, à l'attribution de la concession de service public à un stade précoce de la phase de construction, ou même avec celle-ci.

La construction devrait commencer cette année, d'où la nécessité de publier la concession au plus vite. Les éventuels concessionnaires pourront ainsi également évaluer l'architecture. La construction n'est donc pas ralentie: il existe un accord de principe, qui est actuellement explicité dans l'accord de concession.

09.03 Karin Temmerman (sp.a): Le concessionnaire devrait en effet pouvoir également participer à l'évaluation de l'architecture proprement dite. J'ai compris que le permis de bâtir a été délivré. Est-il toujours prévu que la construction débute au mois de mai?

09.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le cahier des charges a été publié. Je pense que l'entrepreneur sera désigné au mois de mai. Nous partons du principe que cet entrepreneur commencera les travaux sur le terrain dans le courant de cette année.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "la valorisation de la médiation dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne" (n° 2762)

10.01 Sonja Becq (CD&V): Il est important que des décisions et des jugements soient soutenus par un maximum de parties. Cela est d'autant plus vrai pour les tribunaux de la famille. Si l'on veut vraiment donner une chance à la médiation, il faut que cela se traduise dans les indemnités allouées dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne.

Comment la liste de points de l'aide juridique de deuxième ligne est-elle en fait établie? Tient-elle suffisamment compte des activités des avocats-médiateurs et du travail qu'implique une procédure de médiation? Y a-t-il moyen d'améliorer le système?

10.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je suis un défenseur convaincu de la médiation parce que les solutions qui s'en dégagent sont toujours plus largement soutenues et sont dès lors plus faciles à mettre en œuvre. Il est par conséquent indispensable d'assurer davantage de publicité et d'améliorer l'accès

aux instances de médiation. Ceci est, par ailleurs, l'idée maîtresse d'une directive européenne. Lors de la refonte du paysage judiciaire, il faut donner à cette procédure toutes ses chances dans le cadre des grands tribunaux.

La commission fédérale de médiation me propose à présent d'élargir ses attributions et d'y adjoindre notamment la promotion de la médiation. Je la rencontrerai prochainement à ce sujet.

La liste de points qui règle les indemnisations a été présentée par les barreaux flamands et francophones. Ceux-ci ont élaboré entre eux une réglementation qui indique le nombre de points accordé par type de prestation. Les ministres de la Justice précédents ont accepté cette proposition et l'ont coulée dans un arrêté ministériel les 21 août 2006 et 2 juin 2008.

À l'heure actuelle, 10 points sont accordés pour la médiation, ce qui est insuffisant dans les dossiers complexes mais suffisant dans les dossiers simples. Lors des discussions sur l'amélioration de l'aide de deuxième ligne, j'ai proposé d'augmenter le nombre de points pour la médiation. Les ordres ont estimé, après concertation, que le nombre de points actuel est suffisant. Les moyens de l'État sont limités, bien que j'aie systématiquement augmenté le budget prévu à cet effet au cours des dernières années, l'année dernière même de quelque 20 %.

Nous devons probablement rouvrir le débat lorsque nous examinerons l'arrêt Salduz.

10.03 Sonja Becq (CD&V): Je regrette que les ordres n'aient pas suivi le ministre. Ce dossier reviendra heureusement sur la table à la suite de l'arrêt Salduz, car un système de points plus équilibré est nécessaire.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 2816 de Mme De Wit est transformée en question écrite.

11 Question de Mme Ann Vanheste au ministre de la Justice sur "la protection des bijoutiers" (n° 2826)

11.01 Ann Vanheste (sp.a): À juste titre, les exploitants de bijouteries ne se sentent pas en sécurité. Le Conseil supérieur du bijou et de la montre reçoit régulièrement des signalements d'agissements suspects à proximité de bijouteries extrêmement sécurisées.

En dépit des dispositifs de sécurité, les attaques sont régulières. Des peines plus sévères infligées aux auteurs et le passage de davantage de patrouilles de police pourraient contribuer à résoudre le problème.

Que pense le ministre de l'option d'un alourdissement des peines? Le ministre pourrait-il, de concert avec les intéressés, veiller à ce qu'il y ait de meilleurs accords sur la protection de ce type de commerces?

11.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le Code pénal considère le vol à main armée comme un crime, c'est-à-dire l'infraction la plus grave. Le juge peut prononcer des peines d'emprisonnement de plus de 15 ans, une sanction parmi les plus sévères.

En ce qui concerne la protection des bijoutiers, des accords concrets peuvent être conclus à l'échelon local entre les commerçants et la police locale, premier interlocuteur aux différentes facettes. L'agent de quartier est l'incarnation de la police de proximité. Les équipes d'intervention doivent agir en cas de signalement d'agissements suspects ou en cas d'appel d'urgence. Les corps de police locale ou les communes disposent par ailleurs d'un service de techno-prévention qui peut fournir des conseils de sécurité sur mesure. Il y a enfin l'assistance aux victimes.

Les réseaux d'information de quartier indépendants sont un outil intéressant pour accroître la sécurité dans les quartiers commerçants. L'article 4 de la circulaire 2010 sur les réseaux d'information de quartier prévoit la possibilité de créer des RIQ sectoriels, pour les commerçants ambulants, les hôtels ou les pharmaciens par exemple. La création d'un tel réseau pourrait s'avérer intéressante pour les bijoutiers.

Tout phénomène criminel requiert une approche globale, de la prévention à la prise en charge des victimes, en passant par la réaction et la répression. Les accords de coopération locaux sont des instruments très utiles en la matière.

L'accent doit être mis sur la prévention, et cela implique la responsabilisation de toutes les parties. Les commerçants doivent par exemple se demander s'il est judicieux d'étaler des bijoux en vitrine et si cela a du sens, quand on dispose d'un sas d'entrée, de laisser entrer tout le monde.

Une nouvelle technique est celle du spray ADN, grâce auquel les agresseurs sont marqués d'un code génétique détectable par la police pendant plusieurs semaines. Aux Pays-Bas, cette technique semble avoir un effet dissuasif significatif.

En 2010, il y a eu 44 attaques de bijouteries, ce qui représente 2,5 % des attaques visant des commerces. Malgré ce faible pourcentage, les attaques contre les bijouteries sont souvent évoquées dans les médias.

Le SPF est en discussion avec toutes les parties concernées et organise des sessions d'information. De leur côté, les indépendants sont également engagés dans une concertation. Malgré les nombreux efforts consentis, on n'arrive pas à éliminer complètement les attaques contre les commerces.

11.03 Ann Vanheste (sp.a): Même si les attaques de bijouteries ne sont pas légion, chaque attaque en est une de trop. Je me réjouis d'entendre que des initiatives sont prises dans ce cadre.

L'incident est clos.

12 Question de M. Karel Uyttersprot au ministre de la Justice sur "la valeur probante des documents numériques" (n° 2850)

12.01 Karel Uyttersprot (N-VA): De plus en plus d'entreprises conservent leurs documents administratifs et courants sur des supports numériques.

Dans quelle mesure les documents stockés, par exemple en pdf, ont-ils force probante? Ainsi, un contrat stocké en pdf a-t-il la même valeur qu'un contrat sur papier? Quelles conditions faut-il respecter pour stocker ces documents dans les règles de l'art?

12.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): En ce qui concerne la force probante et le droit contractuel, le débat est loin d'être clos. En effet, une entreprise peut et a le droit de numériser ses documents.

En ce qui concerne la force probante tant des documents papier que numérisés, je renvoie aux articles en matière de force probante de notre Code civil. Je vous remettrai une copie de la réponse et la deuxième leçon en matière de droit de la preuve pourra être organisée lors d'une prochaine session.

12.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Y a-t-il également une explication non juridique?

12.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je vous invite à lire la réponse: toutes les informations s'y trouvent. Concernant le droit de la preuve, je n'édicterai pas d'autres règles que celles qui figurent dans le Code civil.

Le principe est que la numérisation n'entraîne pas un manque de preuves. Même si le droit de la preuve constitue une matière extrêmement délicate, la numérisation d'un document n'enlève rien à la force probante de celui-ci. Il est toujours difficile d'apporter des preuves. Le débat est toutefois beaucoup plus large, étant donné que, d'un point de vue technologique, il ne se pose en principe aucun problème.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 2875 de Mme Galant est transformée en question écrite.

13 Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "le régime linguistique dans les prisons belges" (n° 2890)

13.01 Peter Logghe (VB): J'ai ouï dire qu'à la prison de Ypres, une sorte de régime bilingue serait appliqué

de facto. Il consisterait concrètement à effectuer toutes les communications dans les deux langues.

Est-ce exact? Si oui, est-ce admissible? Les lois linguistiques applicables dans les prisons sont-elles identiques à celles qui sont d'application à l'extérieur? Combien de détenus francophones sont actuellement incarcérés à la prison d'Ypres? Quel est le régime linguistique dans les autres prisons belges?

13.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Conformément à la législation linguistique, toutes les communications destinées au personnel de la prison d'Ypres se font en néerlandais. Cet établissement pénitentiaire peut évidemment fournir des informations dans une autre langue. Pour certaines procédures comme celles relatives à l'accueil et à la discipline, la loi de principes prévoit explicitement que le détenu doit recevoir les explications prévues dans la langue qu'il comprend. En ce qui concerne les communications écrites avec les détenus, elles se font systématiquement en néerlandais et, le cas échéant, dans une autre langue qui est généralement le français mais qui peut éventuellement être aussi l'anglais ou l'allemand. Pour que les choses se passent sans heurts, une certaine souplesse est indispensable étant donné que de nombreux détenus incarcérés dans les prisons flamandes ne parlent pas le néerlandais. Ces règles valent aussi pour les autres établissements pénitentiaires.

Au 21 février 2011, 21 des 102 détenus d'Ypres étaient francophones.

13.03 Peter Logghe (VB): Cela signifie-t-il que les 80 autres sont tous néerlandophones?

13.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Lorsque je dis qu'il y a 21 détenus francophones, cela ne signifie pas pour autant que tous les autres détenus sont néerlandophones.

13.05 Peter Logghe (VB): Il est pour le moins étrange que l'on applique *de facto* un régime bilingue à une vingtaine de détenus officiellement enregistrés comme francophones. C'est inacceptable. Des communications écrites doivent être rédigées en néerlandais mais peuvent aussi être établies en d'autres langues, ce qui soulève des questions à propos de l'intégration. Le même problème risque de se poser dans la société civile.

L'incident est clos.

14 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la possibilité légale de procéder à des recherches à l'aide de caméras thermiques embarquées dans des hélicoptères de la police fédérale" (n° 2903)

14.01 Bert Schoofs (VB): Quelles mesures le ministre pourrait-il prendre pour faire en sorte que les constatations effectuées à l'aide de caméras thermiques embarquées dans des hélicoptères de la police puissent être utilisées légalement pour la détection de plantations de cannabis?

14.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je me réfère à mes réponses aux questions n^{os} 212 et 228 de M. Stevenheydens.

Cette méthode de recherche, qui doit être considérée comme une observation technique, relève des méthodes particulières de recherche. En tant que telle, elle requiert l'approbation préalable du procureur du Roi ou du juge d'instruction dans le cadre d'une information ou d'une instruction. La pratique consistant à passer systématiquement au crible une région à l'aide de caméras thermiques en dehors du cadre d'une instruction n'est pas envisageable car elle aurait pour effet de vider de sa substance notre législation. Outre les difficultés légales que soulèverait l'utilisation *a posteriori* des constatations ainsi effectuées, des problèmes de protection de la vie privée se poseraient aussi.

Il n'est pas toujours possible d'interpréter clairement les informations récoltées. En outre, il existe des procédés qui permettent d'échapper aux contrôles thermiques comme l'application d'un film anti-détection ou la localisation des plantations dans des endroits souterrains ou bien isolés.

Le gouvernement d'affaires courantes n'est pas habilité à changer la législation. C'est au Parlement qu'il appartient de prendre une initiative mais je ne pense pas que cela soit actuellement à l'ordre du jour, ce qui ne nous empêche toutefois pas de réactiver le débat de commission sur la législation MPR.

14.03 Bert Schoofs (VB): J'ai déjà pris une initiative législative. Je sais qu'il faut toujours tenir compte de la protection de la vie privée mais au moins, si on utilisait des caméras thermiques, on ne serait pas obligé de défoncer des portes ni d'envoyer la police à gauche et à droite. Bref, on pourrait procéder à des investigations plus ciblées.

L'incident est clos.

15 Questions jointes de

- **M. Bert Schoofs** au ministre de la Justice sur "la prise de position du président de la Cour constitutionnelle concernant une usurpation de compétences par la Cour européenne de Justice et la Cour européenne des droits de l'homme" (n° 2904)

- **M. Bert Schoofs** au ministre de la Justice sur "l'afflux de procédures en référé devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg" (n° 3051)

15.01 Bert Schoofs (VB): Veuillez m'excuser d'avoir, par erreur, introduit la même question à deux reprises.

Selon M. Bossuyt, le président de la Cour constitutionnelle, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour de justice de l'Union européenne s'approprient un nombre croissant de compétences qui reviennent *de facto* et *de jure* aux organes judiciaires et parlementaires des États membres.

Les autorités ont-elles déjà attiré l'attention des institutions européennes sur ce point? Quelles démarches le gouvernement va-t-il entreprendre pour rappeler aux cours de justice européennes leurs compétences et les limites qui en découlent? Quelles sont les répercussions financières, socio-économiques, juridiques et constitutionnelles de cette usurpation de droits par une juridiction européenne?

15.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): En ratifiant la Convention européenne des droits de l'homme, notre pays a accepté l'existence d'un organe de contrôle supranational habilité à interpréter la Convention en toute autonomie. L'interprétation de la Convention est évolutive et donne lieu à des actualisations permanentes. La Belgique s'engage à appliquer les décisions de la Cour et à transposer les jugements en droit national. Il en va de même pour la ratification du Traité de Lisbonne.

Je comprends la préoccupation du président Bossuyt. Il m'en a déjà fait part à plusieurs reprises. Il estime que la Cour européenne des droits de l'homme devrait être plus consciente de l'incidence de ces décisions sur le processus législatif dans les États membres. Cette situation est de plus en plus mise en évidence auprès de la Cour.

Nous nous sommes attelés pendant un an à l'instauration de l'obligation de motivation devant la cour d'assises. Nous nous consacrons à présent activement à la mise en œuvre de l'arrêt Salduz. Il s'agit d'un travail de longue haleine. Nous devons veiller à ce que la jurisprudence ne porte pas atteinte à l'ensemble du mécanisme législatif.

15.03 Bert Schoofs (VB): Ce n'est pas parce qu'un organe comme la Cour européenne des droits de l'homme est indépendant qu'il jouit également de la plénitude de compétence ou de la plénitude de juridiction. Nous devons veiller à ce que certaines institutions européennes ne s'approprient pas tous les pouvoirs. Il faut en prendre conscience au niveau européen. Il serait très douloureux que les organes des États membres soient obligés d'entrer en conflit avec les organes européens.

L'incident est clos.

16 Question de M. Koenraad Degroote au ministre de la Justice sur "la situation au palais de justice de Courtrai" (n° 2958)

16.01 Koenraad Degroote (N-VA): Il existe un projet de construction d'un nouveau palais de justice à Courtrai. Il y a une dizaine d'années, un nouveau palais de justice avait déjà été érigé, mais aujourd'hui, il présente un certain nombre de défauts et doit déjà être étançonné. Le coût de la construction d'un nouveau bâtiment serait nettement supérieur à celui de la rénovation du bâtiment existant. Lors de la réunion plénière du 17 février, le ministre a déclaré que le bâtiment existant ne pouvait plus être adéquatement aménagé. Or,

ces dernières années, des montants importants y ont été investis.

La différence de coût entre une rénovation et la construction d'un nouveau bâtiment a-t-elle bien été évaluée? Une étude a-t-elle été réalisée à ce sujet? Qu'advient-il de l'ancien bâtiment?

16.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'évaluation des différentes options envisageables s'est fondée sur une étude de faisabilité préalable. Un programme de construction a été actualisé en 2009 et a obtenu le feu vert de l'Inspection des Finances. Sur cette base, on a constaté que l'option consistant à rénover le palais de justice existant ne permettait pas de réaliser le programme 2009, étant donné qu'il manquait 1 000 m² de surface.

Pour remédier à ce manque de place, il fallait procéder à une extension de surface importante, ce qui était quasi impossible compte tenu de la nécessité d'utiliser le bâtiment en continu pendant les travaux. À côté de la nouvelle construction relativement récente, un nouveau bâtiment sera dès lors construit, ce qui permettra de limiter au maximum les inconvénients. Le coût des deux options était comparable, mais la nouvelle construction pouvait être réalisée à plus bref délai.

Pour l'ancien bâtiment, plusieurs possibilités sont ouvertes. Aucune décision n'a été prise à ce sujet.

16.03 Koenraad Degroote (N-VA): Le ministre affirme qu'il existe plusieurs possibilités pour l'ancien bâtiment, mais il n'en cite aucune.

16.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Il est trop tôt pour cela. Nous répondrons à cette question dans cinq ans.

16.05 Koenraad Degroote (N-VA): Puis-je consulter cette étude de faisabilité? La commission des bâtiments de l'arrondissement judiciaire a-t-elle rendu un avis?

L'incident est clos.

17 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "le centre pour jeunes délinquants de Tongres" (n° 3052)

17.01 Bert Schoofs (VB): Au centre pour jeunes délinquants de Tongres séjournent 24 jeunes dessaisis. Ce centre compte 34 places et 10 jeunes ayant le statut dit d'Everberg pourraient y être placés.

Outre ces 34 places, reste-t-il des possibilités d'accueil de jeunes délinquants dessaisis ou placés par le juge de la jeunesse? Dans l'affirmative, pourquoi cette capacité n'est-elle pas occupée?

17.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le 28 février, sur les 16 jeunes hébergés au centre fédéral fermé de Tongres, qui compte un nombre total de 34 places, 14 étaient dessaisis et 2 avaient le statut Everberg. Il existe des possibilités d'accueil pour des jeunes Everberg mais elles dépendent de la situation dans l'institution de la Communauté flamande d'Everberg. En effet, les places de Tongres ne sont occupées qu'en cas de saturation des autres institutions tant fédérales que de la Communauté flamande. Le centre fermé fédéral prouve toute son utilité lorsqu'il n'y a effectivement plus de place ailleurs. Pour le moment, il accueille 2 jeunes qu'il aurait fallu, sinon, laisser en liberté par manque de place à Everberg et dans l'institution de la Communauté flamande.

17.03 Bert Schoofs (VB): Il s'agit certes de mineurs mais ils ont le plus souvent à leur actif bien plus de méfaits que nombre d'adultes. Je trouve que l'on brandit trop facilement des arguments théoriques et que l'on tient trop aisément le discours progressiste et gauchiste qui veut que "nous fassions attention à ce que nous faisons". Nous avons trois ministres compétents qui pourraient veiller, en concertation, à ce que ces 14 places de Tongres soient occupées.

Lorsque l'on dit, d'une part, qu'il reste des places dans les établissements pour jeunes mais que, d'autre part, des jeunes criminels sont laissés en liberté par manque de places dans les établissements concernés, il est normal que le citoyen se pose des questions.

17.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): On me reproche parfois le fait que toutes les places sont occupées et puis à d'autres moments qu'il subsiste une certaine capacité.

17.05 Bert Schoofs (VB): S'il y a trop peu de places, je dénoncerai également cette situation. Il y a dans le cas présent des places, mais on ne les occupe pas.

L'incident est clos.

18 Questions jointes de

- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "le stock presque épuisé de tests salivaires" (n° 2922)
- **M. Jef Van den Bergh** au ministre de la Justice sur "le stock de tests salivaires" (n° 2968)
- **M. Jef Van den Bergh** à la ministre de l'Intérieur sur "le stock de tests salivaires" (n° 2975)

18.01 Jef Van den Bergh (CD&V): Est-il exact que le premier stock de 18 000 tests salivaires est épuisé, que les moyens manquent pour commander un nouveau lot et que de nouveaux sets de test ne seront disponibles qu'après l'été? Comment est financé l'achat de ces tests?

18.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je suis en mesure de confirmer que les stocks de tests salivaires sont presque épuisés pour cette année contractuelle. Le prochain achat pourra être effectué en septembre, au début de la deuxième année contractuelle. La police avait estimé un budget pour 10 000 tests salivaires, mais étant donné que les tests étaient meilleur marché que prévu, il a été possible d'atteindre un total de plus de 18 000 unités.

Il reste encore suffisamment d'argent pour 1 700 tests salivaires dans le cadre du budget prévu pour la première année contractuelle. Ils sont réservés aux zones de police qui n'ont pas encore épuisé leur quota. Les commandes supplémentaires effectuées par 71 autres zones de police ont été placées en attente jusqu'à ce que la marge budgétaire nécessaire soit disponible.

Le succès des tests salivaires est surtout dû à leur facilité d'utilisation. Un monitoring a été instauré dès que mon administration a constaté ce succès et une concertation mensuelle a été lancée avec la ministre de l'Intérieur et le secrétaire d'État à la Mobilité.

Dans un avis rendu fin décembre, le Centre de connaissance circulation "Centrex Circulation routière" recommande d'affecter l'excédent du Fonds de la sécurité routière à l'acquisition de tests supplémentaires. Je suppose que la ministre de l'Intérieur donnera son assentiment à ce projet, du moins s'il est encore possible de libérer ces fonds.

Nous avons décidé de maintenir ce quota et nous veillons à ne pas enfreindre la réglementation européenne relative aux marchés publics. Si besoin en est, les zones de police pourront emprunter des tests à une autre zone.

Les tests salivaires ont été achetés sur la base d'un appel d'offre général avec publication européenne. Les consommables étant encore en pleine phase de développement, nous optons pour une période contractuelle courte et pour une prorogation explicite pour la deuxième année.

Cette prolongation explicite doit être communiquée en juillet au fournisseur.

Pour le prochain contrat, un budget identique à celui de cette année – 250 000 euros – a été prévu. Nous sommes à la recherche d'une solution qui permettrait de faire la soudure avec le mois de septembre. La volonté est là mais il s'agit d'un problème budgétaire.

18.03 Jef Van den Bergh (CD&V): Faut-il adapter la législation sur le Fonds pour la sécurité routière?

18.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Non. Si le fournisseur est européen, il s'agit d'une adjudication classique. La discussion porte surtout sur la répartition interne des moyens et sur les règles qui sont applicables.

18.05 Jef Van den Bergh (CD&V): Le budget pour l'année prochaine est identique à celui de cette année,

alors que celui-ci était insuffisant. Il serait donc préférable d'augmenter le budget.

18.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Cette année, de nombreux tests ont été utilisés dans le cadre de formations et autres. Elle peut donc difficilement servir de référence.

L'incident est clos.

19 Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "les problèmes de harcèlement au sein du SPF Justice" (n° 2966)

19.01 Siegfried Bracke (N-VA): Il ressort d'une réponse antérieure de Mme Vervotte à une question sur le harcèlement que ce phénomène est le plus répandu au sein du SPF Justice. La majorité des plaintes informelles et formelles proviennent de ce département.

Comment expliquez-vous cette situation?

19.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je transmettrai une copie de ma réponse à M. Bracke. Le texte comporte une série de chiffres et de répartitions détaillées que je ne vais pas tous lire ici.

Le Service interne pour la prévention et la protection au travail fournit diverses raisons qui expliquent pourquoi 378 plaintes informelles et 30 plaintes formelles ont été déposées au SPF Justice en 2009. La raison principale est vraisemblablement qu'une attention particulière est accordée à la politique du bien-être au travail au sein du SPF Justice. De nombreux efforts sont fournis pour informer les collaborateurs des risques de pression psychosociale sur le lieu de travail. Des sessions de sensibilisation sont ainsi organisées pour les nouveaux membres du personnel et diverses publications ont pour but d'aborder ce problème. Il existe un réseau de 140 personnes de confiance qui sont facilement accessibles. Par ailleurs, deux médiateurs et sept conseillers en prévention pour les aspects psychosociaux sont disponibles à temps plein.

Un service Politique du bien-être, un service Politique de diversité et un service Accompagnement individuel et social ont été mis en place récemment au sein du service d'encadrement Personnel et Organisation du SPF Justice.

La législation relative à la pression psychosociale – à laquelle ressortissent la violence et le harcèlement moral et sexuel – est relativement nouvelle et était, jusqu'il y a peu, méconnue des collaborateurs du SPF Justice.

Pour six plaintes formelles, l'analyse a mis en évidence des cas de violence au travail. Dans un dossier, il était question de harcèlement sexuel au travail. Dans la plupart des cas, toutefois, il s'agit d'une charge psychosociale qui génère des tensions au travail. La charge psychosociale peut se traduire sous différentes formes, dont le stress.

Je n'ai pas d'explication pour les chiffres plus élevés au département de la Justice. Il faudrait mener à cet effet une étude comparative et je n'y suis pas habilité.

19.03 Siegfried Bracke (N-VA): La différence ne peut être expliquée et cela ne relève pas de la responsabilité du ministre. Il semblerait qu'au département de la Justice, l'offre en la matière soit désormais très importante. L'offre crée en partie la demande. Dans ce type de dossiers, c'est une bonne chose.

L'incident est clos.

20 Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur "la banque de données juridique externe jure.juridat" (n° 2838)

20.01 Sarah Smeyers (N-VA): Jure.juridat est une banque de données externe censée publier la jurisprudence de toutes les instances judiciaires, mais malheureusement, à l'exception des arrêts de la Cour de cassation, tous les jugements et arrêts ne sont pas systématiquement publiés.

C'est l'option d'un contrôle *a posteriori* des arrêts publiés qui a été retenue, de manière à vérifier leur

anonymisation. La règle en matière d'anonymisation devait être fixée par arrêté royal, mais rien n'a encore été fait dans ce domaine jusqu'à présent.

Des formations avaient également été prévues lors du lancement de Juridat. Elles semblent avoir rencontré un large succès, mais sont actuellement interrompues. Une plate-forme nationale de concertation TCI a été récemment mise en place et un protocole aurait été signé entre le ministre, le SPF Justice et l'ordre judiciaire.

Le ministre est-il un adepte de la banque de données Juridat? Pourquoi les arrêtés royaux qui instaurent la règle de l'anonymisation se font-ils attendre? Seront-ils finalement promulgués? Est-il exact que les deux personnes habilitées à effectuer le contrôle *a posteriori* des arrêts publiés ne sont pour l'instant plus directement impliquées? Les contrôles ne sont-ils dès lors plus effectués? Est-il exact que de nouvelles formations ne sont plus organisées?

S'attelle-t-on à une bonne organisation pour la banque de données Juridat? Le ministre entend-il encourager la publication de la jurisprudence sur Juridat? Quelle est la teneur du protocole conclu avec le SPF Justice et le pouvoir judiciaire?

20.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le 12 janvier, j'ai annoncé la signature d'un accord relatif à la création d'une plate-forme de concertation avec l'ordre judiciaire. L'organigramme de cette plate-forme a été présenté et le projet de texte a été mis à disposition de la commission lors de cette réunion. Le protocole organise la concertation concernant les structures, les responsabilités et les objectifs; il est à présent signé. Le contenu de la concertation sera déterminé par les parties qui y participent. Tous les partenaires autour de la table se réjouissent de ce résultat.

J'attends une analyse des besoins de l'ordre judiciaire dans le cadre de l'agenda stratégique pour les TIC pour la période 2012-2014.

Si notre jurisprudence est majoritairement publique, cela ne signifie pas pour autant que toutes les décisions judiciaires doivent ou peuvent être publiées. En revanche, la loi prévoit parfois une telle publication en guise de sanction. Il faudra donc poursuivre l'analyse avant de pouvoir prendre une décision globale.

Concrètement, nous continuons dans l'intervalle à travailler avec la banque de données Juridat qui contient principalement les arrêts de la Cour de cassation. Les formations ont également repris. L'interruption temporaire était due à l'accident dont le formateur responsable a été victime.

Je suis favorable à ce que le monde judiciaire puisse disposer des décisions des tribunaux, puisque cela permet de mieux comprendre notre système judiciaire. Une meilleure connaissance des décisions judiciaires peut avoir un effet préventif et décharger notre appareil judiciaire.

20.03 Sarah Smeyers (N-VA): Je me félicite de la reprise des formations. Je comprends votre souci de ne pas publier aveuglément tous les jugements et arrêts.

L'incident est clos.

21 Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur "la politique de poursuites dans le cadre de l'incendie au centre fermé 127bis" (n° 2951)

21.01 Sarah Smeyers (N-VA): Des émeutes ont éclaté au centre 127bis de Steenokkerzeel à la suite d'une manifestation devant les portes du centre. Un certain nombre de manifestants ont pénétré dans l'enceinte, à la suite de quoi un demandeur d'asile a allumé un incendie. Il semblerait qu'il y ait eu préalablement des contacts téléphoniques entre des demandeurs d'asile et les manifestants. Plusieurs demandeurs d'asile ont été transférés vers d'autres centres, mais la police fédérale n'en a arrêté aucun. Il ne s'agissait pas du premier incident dans ce centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Un incendie y avait déjà été allumé en mai 2010.

Y a-t-il eu des arrestations parmi les manifestants? Combien d'entre eux ont-ils été arrêtés? Des demandeurs d'asile ont-ils également été arrêtés? Comment le parquet compte-t-il agir à l'égard des

demandeurs d'asile responsables du chaos et des dommages? Leurs actes auront-ils un impact sur leur séjour en centre fermé? Un signal sera-t-il donné afin de dissuader d'autres occupants de mettre à leur tour le feu aux installations? Le parquet accorde-t-il la priorité aux dégâts ou aux dangers potentiels pour le personnel?

21.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): La police a tenté dans un premier temps de contrôler la situation et d'évacuer les occupants.

Le parquet qualifie les faits d'incendie volontaire d'un logement occupé et de destruction de biens mobiliers avec violence ou menaces. Comme en 2010, la police tente d'identifier les auteurs des faits. À ce jour, ils n'ont pu encore être identifiés, mais l'enquête est toujours en cours et on espère qu'elle aboutira à des résultats.

La question délicate de l'arrestation, de la détention préventive et de l'expulsion des demandeurs d'asile dans les centres fermés a déjà été évoquée avec le secrétaire d'État compétent et l'Office des Étrangers. J'ai déjà répondu à des questions de M. Francken sur ce thème. Des choix politiques doivent être faits en la matière et la décision n'est pas évidente en période d'affaires courantes. Actuellement, 750 étrangers sont en détention préventive. S'ils sont en séjour illégal, il faut choisir entre leur expulsion immédiate ou un jugement préalable. C'est un débat majeur.

21.03 Sarah Smeyers (N-VA): J'espère que tous les moyens sont mobilisés pour rechercher les auteurs des faits délictueux. C'est déjà le deuxième incendie volontaire et le personnel est victime de nombreuses violences. Il faut lancer un signal pour faire comprendre que de tels actes seront désormais réprimés.

Le débat politique sur les illégaux auteurs de faits criminels est incontestablement délicat. Certaines victimes ont effectivement le droit de voir les auteurs jugés dans notre pays.

S'il est question d'incendie volontaire n'occasionnant que des dégâts matériels, comme c'est le cas ici, la situation est tout autre. Ces gens n'ont pas seulement des droits, ils ont aussi des devoirs.

L'incident est clos.

22 Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur "la création d'un fichier central des avis de saisie (loi du 29 mai 2000)" (n° 3000)

22.01 Sarah Smeyers (N-VA): La loi du 29 mai 2000 portant création d'un fichier central des avis de saisie est entrée en vigueur le 29 janvier 2011. La finalité de ce fichier central est de mettre fin à la pratique consistant à faire procéder inutilement à de nouvelles saisies chez un même débiteur par différents huissiers de justice.

En raison de la disparition des saisies sur papier, certains tribunaux de commerce ne reçoivent plus d'informations en la matière.

Le ministre est-il informé de ce manque de communication entre les huissiers et les tribunaux de commerce? A-t-il déjà eu certains contacts à ce sujet et a-t-il élaboré des solutions? Quelles mesures envisage-t-il de prendre pour améliorer la transmission de ces informations?

22.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Un problème technique subsiste effectivement sur le plan de la transmission électronique de ces informations à partir de la banque de données mais il sera résolu avant la fin de la semaine. Sitôt que le nouveau règlement sera entré en vigueur, tous les avis seront adressés aux greffes respectifs des tribunaux de commerce. Ce problème ne m'est donc pas inconnu. Cette nouvelle méthode nous permettra en outre de réaliser d'importantes réductions de coûts et de charges.

Je soumettrai bientôt au Parlement un certain nombre de modifications légales en vue d'accroître l'efficacité. Le greffe du tribunal de commerce devrait ainsi être informé lorsqu'un commerçant atteint un niveau d'alerte en matière de procédures de saisie et avoir directement accès à la banque de données.

Compte tenu du régime d'affaires courantes, nous préparons un certain nombre d'adaptations techniques. Je

pense que pour l'heure la nouvelle banque de données fonctionne convenablement.

22.03 Sarah Smeyers (N-VA): Je me réjouis effectivement de la mise en service de cette banque de données. Je pense que personne ne verra d'objections à ce que l'on procède à de telles modifications de la loi en période d'affaires courantes.

L'incident est clos.

23 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre de la Justice sur "la procédure entamée par la famille Lambrechts contre l'État belge" (n° 3021)

23.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): En septembre 1997, la famille Lambrechts, dont la fille fut une des victimes de Marc Dutroux, a assigné l'État belge, en la personne du ministre de la Justice et du ministre de l'Intérieur. En 2008, le tribunal de première instance de Bruxelles a déclaré la requête non fondée. La famille a interjeté appel et l'affaire est en cours.

Quelle somme l'État belge a-t-il déjà dépensée pour cette procédure? Quels coûts prévoit-on encore?

23.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Les délais pour conclure relatifs à la procédure devant la cour d'appel de Bruxelles ont expiré. Il reste à fixer une date pour l'audience consacrée aux plaidoiries. Jusqu'à ce jour, la Justice a dépensé 68 000 euros dans le cadre de cette procédure judiciaire. Les coûts encore prévisibles sont ceux de la défense. Si l'État est condamné, il conviendra d'y ajouter l'aspect de la répétabilité des honoraires d'avocat ainsi que les coûts résultant de la condamnation au paiement des frais de la procédure.

L'incident est clos.

La **présidente**: Les questions n^{os} 3001 et 3003 de M. Landuyt sont reportées. Mme Musin étant absente, sa question n° 3103 est également reportée.

24 Questions jointes de

- **Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur "l'évasion de la prison de Termonde" (n° 3033)**
- **M. Tanguy Veys au ministre de la Justice sur "les problèmes à la prison de Termonde" (n° 3036)**
- **Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur "l'évasion de deux Albanais de la prison de Termonde" (n° 3153)**

24.01 Sarah Smeyers (N-VA): Le 23 février dernier, deux détenus se sont évadés de la prison de Termonde. Le parquet de Termonde a lancé un mandat d'arrêt international contre les deux fugitifs.

Où en est l'enquête? La direction de la prison avait-elle connaissance d'une évasion antérieure d'un des détenus? Pourquoi n'a-t-on pas considéré qu'il présentait un risque d'évasion? Savait-on que les deux malfrats appartenaient à la même bande? S'est-il posé un problème de communication entre le juge d'instruction et la direction de la prison? Comment le matériel utilisé a-t-il été introduit dans la prison?

24.02 Tanguy Veys (VB): Après l'évasion massive de 2006, de nouveaux câbles ont été tendus dans la prison de Termonde qui a également été dotée d'une nouvelle clôture, de caméras et d'une alarme à fils. Les barreaux auraient également été sécurisés. Il semblerait que la prison de Termonde connaisse bien des problèmes: surpopulation, agressions et bagarres, pénurie de personnel et absences nombreuses pour cause de maladie ou de congé. La prison ne disposerait que de deux cellules d'isolement, qui sont réservées aux détenus souffrant de tuberculose.

Quelle est votre appréciation de cette situation?

24.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le 23 février dernier, l'alarme a résonné dans la zone qui donne sur les bâtiments de la police fédérale. Il est ensuite apparu qu'il s'agissait d'une évasion. Des contrôles ont permis d'établir que deux détenus qui partageaient la même cellule avaient réussi à s'échapper par la fenêtre de la cellule. Aucune trace d'une scie ou de cisailles n'a été relevée.

La direction procède à l'analyse des risques du danger d'évasion d'un détenu sur la base des informations disponibles. La direction de la prison n'avait pas été informée de la précédente évasion d'Illir Ceni d'une prison italienne. Il n'existait par ailleurs aucune indication laissant présager qu'il s'agissait de détenus ayant le projet de s'évader.

Dans un avenir proche, l'ensemble des données relatives aux incidents impliquant des détenus seront consignées dans une rubrique de la base de données des détenus. Cette méthode permettra une amélioration significative de la gestion des informations. Un tout nouveau logiciel sera fourni aux prisons en vue de rendre plus efficace la gestion et la collecte d'informations de toutes sortes.

Des travaux de sécurisation ont été réalisés dans la prison de Termonde après l'évasion de 2006. Il est dès lors tout à fait inexact d'affirmer que la prison était dépourvue d'équipements visant à éviter les évasions. Les détenus ont utilisé une scie et une cisaille pour rendre inopérants ces dispositifs de sécurité. La question de savoir comment ils sont parvenus à se procurer ce matériel est au centre de l'enquête.

La sécurisation a été améliorée, mais il ne sera jamais possible d'éviter toutes les évasions.

24.04 Sarah Smeyers (N-VA): Il est vraiment nécessaire d'améliorer la communication de l'appareil judiciaire et du parquet vis-à-vis des établissements pénitentiaires. Par ailleurs, la prison de Termonde n'est plus adaptée aux normes actuelles. J'espère dès lors que la première pierre de la nouvelle prison pourra être posée dans les plus brefs délais.

24.05 Tanguy Veys (VB): La prison de Termonde est confrontée à un manque de cellules de punition pour les détenus récalcitrants ainsi qu'à une pénurie de personnel. L'alarme n'a été déclenchée que lorsque les détenus se trouvaient déjà sur l'enceinte extérieure. Espérons que les mesures préventives qui ont échoué cette fois-ci, se montreront efficaces la fois prochaine. J'ai le sentiment que l'on est dépassé par les événements. La surpopulation actuelle dans les prisons génère de telles situations.

24.06 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Aucune raison ne justifiait de placer ces détenus dans des cellules de punition. Il est en outre impossible de sécuriser complètement ce type de prisons, le bâtiment datant du XIX^e siècle. Des montants sont dégagés pour investir dans la sécurité mais il s'agit toujours d'emplâtres sur une jambe de bois. Nous construisons actuellement huit nouvelles prisons et il me revient que la présidente a formulé des objections à propos de celle de Termonde.

La **présidente**: L'association environnementale n'en veut pas.

L'incident est clos.

25 Questions jointes de

- **Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "les bracelets électroniques non utilisés" (n° 3039)**
- **M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les bracelets électroniques non utilisés" (n° 3117)**
- **Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "l'utilisation des bracelets électroniques" (n° 3123)**
- **M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "les bracelets électroniques non utilisés" (n° 3169)**

La **présidente**: Seul M. Schoofs est présent.

25.01 Bert Schoofs (VB): 1 500 personnes devraient pouvoir être placées sous surveillance électronique mais en septembre 2010, le ministre a déclaré que le chiffre de 1 200 était un maximum absolu. Dans certains arrondissements, où plus de peines alternatives sont prononcées qu'ailleurs, on enregistre, de ce fait, un retard important.

Le ministre peut-il fournir des explications à ce sujet? Quand, selon lui, sera-t-il possible d'exploiter la capacité maximale en matière de bracelets électroniques?

25.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Le 28 février 2011, 1 141 personnes étaient sous surveillance électronique selon le Centre national de surveillance électronique, pratiquement le double par rapport au début 2009. L'objectif à court terme reste une population journalière de 1 500 personnes.

D'après la direction générale des Établissements pénitentiaires, il y avait, le 15 février 2011, au total 1 980 personnes en interruption de peine, soit 1 037 condamnés pour lesquels l'assistant judiciaire devait encore mener une enquête sociale, 508 condamnés pour lesquels cette enquête est en cours et enfin 401 condamnés qui n'attendent plus qu'une connexion pour être placés sous surveillance électronique. Les personnes en interruption de peine ne sont pas comptabilisées au niveau de la population carcérale journalière.

Seul le placement de prisonniers effectifs sous surveillance électronique a un effet sur la population carcérale.

Le nombre d'interruptions de peine doit bien sûr rester le plus limité possible. L'extension de la capacité de la surveillance électronique à 1 500 unités devrait apporter un soulagement, surtout pour cette catégorie de détenus.

Les projets d'accroissement de la capacité en matière de surveillance électronique nécessitent des moyens, notamment en termes de personnel, moyens qui ont d'ailleurs été effectivement prélevés sur le budget 2010. Par ailleurs, la catégorie des assistants de justice n'a fait l'objet d'aucune mesure d'économie. Onze personnes supplémentaires sont à présent totalement opérationnelles au Centre national de surveillance électronique, et la procédure de sélection pour neuf personnes supplémentaires est toujours en cours. Nous avons également besoin d'assistants de justice supplémentaires pour les enquêtes sociales et l'accompagnement, mais il existe à ce niveau quelques obstacles liés à la situation spécifique du personnel. J'ai donc insisté auprès du directeur général concerné pour que des solutions structurelles soient trouvées dans ce domaine.

Le problème des listes d'attente en matière de surveillance électronique est le plus criant aux palais de justice d'Anvers, de Bruxelles (partie francophone), de Bruges, de Termonde et de Liège. C'est donc là aussi que la situation fait l'objet des analyses les plus approfondies et que l'on prévoit, au besoin, une concertation.

Si cette possibilité existe, il ne faut pas hésiter à simplifier la procédure, sans cependant mettre en péril la qualité de la surveillance électronique. L'éventuelle accélération ou simplification de certains procédés est à l'examen.

Lors du débat sur ma note relative à la Politique d'exécution des peines, j'ai indiqué déjà que de nouvelles applications technologiques comme le GPS ou la reconnaissance vocale devaient être explorées. Il en va de même pour une éventuelle extension du champ d'application. Toutes ces mesures doivent être prises de préférence par un gouvernement de plein exercice.

25.03 Bert Schoofs (VB): Une fois n'est pas coutume, l'opposition peut être reconnaissante de cette rapide augmentation de 600 à plus de 1 100 personnes. Le projet est évidemment complexe et j'espère qu'un gouvernement de plein exercice pourra rapidement régler les autres problèmes.

L'incident est clos.

26 Question de Mme Valérie De Bue au ministre de la Justice sur "les problèmes de capacité de la zone de police Nivelles-Genappe" (n° 3062)

26.01 Valérie De Bue (MR): La zone de police de Nivelles-Genappe est confrontée à un problème de capacité lié à l'explosion des chiffres de transferts de détenus ces dernières années. Une récente évaluation fait état d'un besoin de douze assistants de sécurité.

À de nombreuses reprises, le chef de corps de la zone de police a essuyé des refus d'engagement de personnel supplémentaire. Pourtant, c'est la seule zone de police de la province qui compte un palais de justice et une prison.

Serait-il possible de mettre à disposition cinq assistants de sécurité supplémentaires? Pourrait-on engager du corps d'intervention (CIK) DirCo Nivelles pour l'exécution des transferts des détenus lorsque la capacité quotidienne est dépassée?

26.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Le corps de sécurité dispose d'un cadre opérationnel de 420 agents de sécurité, répartis sur 28 unités. La répartition s'est faite par vagues successives, avec une priorité pour les zones disposant d'un établissement pénitentiaire.

Nous ne disposons pas des crédits budgétaires nous permettant de recruter au-delà du cadre actuel des sept agents prévus pour la zone de Nivelles.

Quant au CIK du Brabant wallon (31 policiers fédéraux), 16 membres sont affectés auprès du DirCo Nivelles et 15 sont répartis dans les zones de police Nivelles-Genappe, Ardennes brabançonne, La Mazerine, Ottignies-Louvain-la-Neuve et Ouest Brabant wallon à concurrence de trois membres par zone. La zone de police Nivelles-Genappe dispose donc déjà de trois membres du CIK.

Par contre, au vu des missions prioritaires du CIK, le transfert de détenus n'est pas considéré par le ministre de l'Intérieur comme une mission à caractère tout à fait exceptionnel du CIK auprès du DirCo.

La discussion sur la capacité pour ce travail reste évidente. Un jour, ce cadre devra nécessairement être élargi pour répondre à toutes les demandes.

26.03 Valérie De Bue (MR): J'espère que le budget 2011, même minimaliste, pourra prendre en compte ces besoins. Je vous relaye un cri d'alarme de notre police, qui a déjà été éprouvée dans le cadre du procès Habran. Il y a un véritable problème sur le terrain.

26.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Il faudrait, par exemple, qu'une partie du budget des Affaires intérieures et du budget "police" soit transférée à la Justice et qu'on prenne la totalité de la responsabilité en ce qui concerne ce travail. Le glissement est en cours mais, aujourd'hui, on ne peut apporter une réponse complète.

L'incident est clos.

27 Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "la gestion de l'agressivité par les greffiers et les juges" (n° 3104)

27.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Il n'est pas rare que le personnel des greffes et les juges soient confrontés à des gens mécontents.

Comment le personnel fait-il face aux comportements agressifs? Reçoivent-ils une formation à cet effet? Certains greffes sont-ils confrontés à une augmentation des absences pour maladie en raison de l'exposition à des comportements agressifs?

27.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 31 janvier 2007, l'Institut de formation judiciaire (IFJ) est chargé de tous les aspects liés à la formation judiciaire. La loi entérine le droit pour les magistrats professionnels de participer à des formations permanentes. En ce qui concerne le personnel judiciaire, l'arrêté royal du 19 mai 2009 prévoit des dispenses de service et des congés de formation. Outre les formations judiciaires, le personnel peut également suivre des formations auprès de l'Institut de formation de l'administration fédérale (IFA). Moyennant autorisation de l'IFJ, les membres du personnel peuvent également suivre des formations externes. L'IFJ organise une formation pour les magistrats, dont les juges de paix, les greffiers et autres membres du personnel d'ordre judiciaire, centrée sur la manière d'éviter les comportements agressifs ou d'y faire face. Toutes ces personnes sont en effet régulièrement confrontées à des situations difficiles.

Dans ce type de situations, il est nécessaire de disposer de certaines aptitudes.

Il s'agit d'une formation d'une journée. Les candidats sont sélectionnés par l'Institut de formation judiciaire qui n'a toutefois refusé à personne d'y participer. Au contraire, il a programmé des sessions supplémentaires afin de permettre à chacun d'y prendre part. L'analyse des besoins a fait apparaître que cette formation correspond à une nécessité on ne peut plus actuelle. Elle est décentralisée puisqu'elle est organisée en dix endroits différents. Elle a démarré à l'automne 2010 et se poursuivra jusqu'à fin mars 2011. Au total,

28 sessions avec 15 participants à chaque session ont été programmées.

Le personnel judiciaire peut également suivre une formation auprès de l'IFA, une formation visant à développer les compétences comportementales. La communication et la manière de se comporter vis-à-vis de personnes ou de certains événements font partie de l'offre pédagogique proposée dans le cadre de cette formation.

En raison, notamment, de la confidentialité des données à caractère médical, il n'est pas possible d'établir un lien de cause à effet entre les absences pour cause de maladie et l'agression au travail. Mon administration n'enregistre de lien avec l'événement survenu que si cet événement a été déclaré, comme dans le cas des accidents du travail.

Les cas où l'agression a été identifiée comme étant la cause de l'accident du travail sont peu nombreux. Depuis 2007, cinq événements seulement ont été enregistrés. Il s'agit principalement de petites échauffourées ayant entraîné des coups et des blessures superficielles. L'événement le plus marquant a été l'agression survenue lors d'une audience de la justice de paix du quatrième canton de Bruxelles car elle a provoqué le décès de la juge de paix Brandon et du greffier Bellemans. Cet événement dramatique a entraîné une longue absence du personnel de ce greffe. Le greffier en chef est toujours absent pour cause de maladie en raison de ces faits.

L'incident est clos.

28 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3074)

28.01 Bert Schoofs (VB): L'Union flamande des villes et communes se plaignait, dans son magazine *Lokaal* du 16 novembre 2010, de ce que les arrêtés d'exécution font toujours défaut pour plusieurs lois, dont la loi sur les jeux de hasard.

Dans le domaine de la Justice, quels arrêtés royaux restent en attente d'un gouvernement de plein exercice pour être promulgués?

28.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): La doctrine et la jurisprudence décrivent en détail les affaires courantes en définissant une série de critères. Ces derniers figurent dans les circulaires envoyées au début de la période des affaires courantes. En premier lieu, les questions de gestion journalière peuvent toujours être traitées. Il y a ensuite les actes qui dépassent la gestion journalière mais ne nécessitent pas de nouvelle initiative du gouvernement et constituent par conséquent la suite normale des options politiques existantes. Viennent enfin les affaires urgentes ne souffrant aucun retard parce que les intérêts fondamentaux de la nation pourraient être lésés. Dans ce cas également, le gouvernement en affaires courantes peut intervenir.

Le gouvernement doit donc examiner au cas par cas si une mesure est nécessaire et justifiée. Seuls les arrêtés d'exécution qui résistent à cet examen peuvent être pris.

Je ne dispose pas de données concrètes. La situation évolue quotidiennement et chaque jour, des arrêtés royaux doivent être promulgués pour répondre à l'urgence du dossier.

28.03 Bert Schoofs (VB): Le ministre s'est exprimé en termes justes. Je demanderai les chiffres par écrit.

La **présidente:** Il s'agit de "l'urgence" dans l'intérêt de la nation. Les négociations s'inscrivent également dans l'intérêt d'une certaine nation.

L'incident est clos.

29 Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "les critiques du CSJ à propos de la publication tardive des places vacantes" (n° 3109)

29.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Je reviens sur une question précédente sur l'application de la

circulaire n° 154 et la publication tardive des places vacantes. Le Conseil supérieur de la Justice se pose également des questions à ce sujet.

N'est-il pas possible d'assouplir la mesure et d'évaluer au cas par cas sur la base de la taille du corps, des places vacantes ou de l'incidence sur le travail quotidien? Qu'en est-il des économies? Quel montant tente-t-on d'économiser par la publication tardive des places vacantes? Quelles économies ont déjà été réalisées par la réduction du nombre d'huissiers? Que pensent les cours et les tribunaux de cette mesure? Quelle incidence a-t-elle sur leur fonctionnement quotidien?

29.02 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): Je viens seulement de lire la réponse du Conseil supérieur de la Justice et je répondrai donc à présent au Conseil par l'intermédiaire d'un député...

Le gouvernement a décidé dans une période budgétaire difficile de réaliser une économie importante dans les dépenses de personnel. Le département de la Justice n'y échappe pas. Nous faisons toutefois une exception pour le secteur pénitentiaire, pour les maisons de justice et pour l'ordre judiciaire: toute personne qui quitte le département doit y être remplacée. Aucun remplacement automatique n'est donc prévu pour les autres catégories de personnel et les cadres ne sont pas garantis. Les économies s'y traduisent donc par une réduction du personnel.

La magistrature et le Conseil supérieur de la Justice doivent être conscients de l'intérêt de pourvoir au plus vite les places vacantes. Aucune réduction de personnel n'est réalisée dans les cadres statutaires. Toutefois, nous ralentissons les recrutements. Par ailleurs, l'administration veille à ce que la procédure soit lancée dans les délais dans le cas des départs, de sorte à ne pas laisser les fonctions vacantes, à l'exception d'une interruption de deux mois. Je demande aux magistrats d'introduire leur demande de pension dans les délais de manière à ne pas retarder la procédure.

Je ne serai pas en mesure d'assouplir cette mesure du moindre mal jusqu'à nouvel ordre. À la suite d'une décision prise en 2009, une économie complémentaire de 0,7 % doit être réalisée en 2011 sur les dépenses de personnel. Le SPF Justice devra également contribuer à cet effort.

Les exceptions ne seront admises que si les coûts supplémentaires sont compensés d'une façon ou d'une autre. J'ai déclaré aux chefs de corps que j'étais ouvert à toute proposition, à condition que l'économie visée soit atteinte.

Les huissiers dépendaient d'une enveloppe budgétaire. Certains estimaient que cette économie allait mettre en danger le fonctionnement des tribunaux. D'autres chefs de corps ne partageaient cependant pas ce point de vue. Je n'ai pas connaissance de difficultés à cet égard. Deux chefs de corps ont même dépassé les objectifs en matière de réduction du nombre de huissiers d'audience, désirant consacrer le montant ainsi économisé à d'autres dépenses de personnel. Je souscris à cette démarche.

À l'avenir, nous devons suivre cette voie, à savoir la décentralisation de la gestion et l'accroissement de la responsabilisation budgétaire. Nous suivons la même philosophie en ce qui concerne la répartition des référendaires et des juristes de parquet et il devrait également être possible d'appliquer cette méthode aux magistrats. Les problèmes survenant dans les tribunaux ou parquets de taille plus modeste devraient être résolus par des délégations de courte durée dans l'attente d'un nouveau recrutement.

Le Conseil supérieur de la Justice préconise d'axer les efforts d'économies plutôt sur les moyens de fonctionnement que sur les dépenses de personnel, mais cette solution ne peut être retenue puisque le gouvernement a décidé de réaliser des économies dans les deux domaines. Pour ce qui concerne les moyens de fonctionnement, la réduction est de 5,7 millions d'euros. La révision des tarifs de télécommunications permet de réaliser une économie supplémentaire de 6 millions d'euros.

D'autres efforts seront consentis, notamment en matière de frais de justice. Les propositions de la commission Modernisation seront prises en considération lors de l'élaboration des mesures. La nouvelle législation est en préparation, de même que l'adaptation de la législation sur les analyses ADN. Nous pourrons ensuite lancer un appel d'offres pour la désignation des laboratoires et réaliser ainsi de nouvelles économies. Les frais de justice doivent être mieux maîtrisés. L'appel à des experts judiciaires ne cesse en effet de croître, de même que les demandes de commissions rogatoires internationales.

Il faut économiser 28,7 millions d'euros sur le total des frais de personnel. Cela représente 1,5 million d'euros pour les huissiers. Le retard dans les nominations a permis d'économiser 4,8 millions d'euros.

29.03 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Je conclus de la réponse du ministre qu'il est prêt à accéder à la requête du Conseil supérieur de la Justice qui vise à associer le pouvoir judiciaire à la concertation sur les futures mesures d'économie.

29.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je crois à la décentralisation de la gestion des moyens et aux enveloppes par grand arrondissement. C'est de là que vient l'idée du tribunal unique qui détermine le nombre de magistrats et de personnel à attribuer à chaque section. Les glissements internes et l'utilisation interne des moyens relèvent alors de la responsabilité de l'arrondissement. Ce concept devrait être concrétisé par un prochain gouvernement.

L'incident est clos.

30 Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "le procès dit de Croÿ" (n° 3114)

30.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): L'affaire dite de Croÿ est un des dossiers les plus importants de fraude fiscale encore à juger. Le procès a débuté en octobre 2010, mais il semble que la défense, menée par un avocat fiscaliste connu, ait choisi de multiplier les incidents jusqu'à demander la récusation de la présidente de la 49^e chambre correctionnelle de Bruxelles. Un autre moyen dilatoire a été la désignation d'un nouveau conseil pour le prévenu principal, avec un lien de parenté avec la présidente. C'est une manœuvre scandaleuse.

Les droits de l'État – on parle de plus de trois milliards d'anciens francs – pourraient être en péril en cas de retard dans ce dossier. La magistrate, qui a travaillé plus d'un an sur les dix mille pages de ce dossier, devrait pouvoir l'assurer jusqu'au bout.

Où en est-on dans ce dossier? Quel est le calendrier de la 49^e chambre correctionnelle de Bruxelles? Quelles sont les démarches entreprises par le ministère public pour assurer le bon aboutissement de ce procès? La présidente de cette chambre pourra-t-elle assurer ce procès jusqu'à son issue? Quelle décision a pris le conseil de l'Ordre à l'égard du nouvel avocat? Quels sont les délais à respecter pour éviter la forclusion dans ce dossier?

30.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Ce dossier concerne des mécanismes de fraude fiscale de type société de liquidités. L'instruction a été menée à Anvers et, après demande de changement de langue, fut renvoyée à Bruxelles le 8 janvier 2009. L'audience fut fixée au 19 février 2010 devant la 49^e chambre correctionnelle du tribunal de première instance. À l'audience, un calendrier a été établi, selon lequel l'examen des faits commencerait à partir du 18 octobre 2010.

Depuis, le dossier a connu plusieurs incidents (requête en récusation de la présidente – déclarée irrecevable – et pourvoi en cassation, sur lequel la Cour de cassation n'a pas encore statué).

Le 17 décembre, M^e Arnaud Jansen (beau-frère de la présidente de la 49^e chambre) a indiqué avoir été consulté par le prince Henri de Croÿ-Solre pour défendre ses intérêts dans cette affaire. Selon lui, le pourvoi en cassation formé contre l'arrêt de la cour d'appel du 14 décembre 2010 emporte un effet suspensif. Son intervention justifie une remise de la cause pour préparer utilement la défense du prince de Croÿ. Cette intervention – si elle était maintenue – imposerait à la présidente de se déplacer en raison du prescrit de l'article 304 du Code judiciaire. Dès lors, le président du tribunal de première instance de Bruxelles a successivement remis l'examen de la cause aux audiences des 20 décembre 2010, 10 janvier et 4 février 2011. Le dossier du prince Henri de Croÿ-Solre et consorts est actuellement remis au 18 mars 2011.

Il faut attendre l'arrêt de la Cour de cassation et, le cas échéant, un nouvel examen par le Conseil de l'Ordre des avocats du barreau de Bruxelles des arguments invoqués par les autorités judiciaires.

Si un autre juge devait être désigné pour remplacer Mme Baudri, l'examen de cette procédure en serait retardé de plusieurs mois. Dès le 28 décembre 2010, lorsqu'il a été informé de l'intervention du beau-frère de

la présidente en qualité d'avocat, le procureur général de la cour d'appel de Bruxelles a adressé un courrier au bâtonnier de l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles en rappelant les rétroactes de cette procédure.

Le dauphin de l'Ordre a répondu (5 janvier 2011) qu'il n'aperçoit pas sur la base de quels principes M. Jansen devrait s'abstenir en raison de ses liens familiaux avec Mme Baudri, ce qui constituerait une fâcheuse inversion de l'article 304 du Code judiciaire. La conférence permanente des chefs de corps de l'Ordre judiciaire devrait examiner cette question lors de sa prochaine réunion.

Le prescrit de l'article 304 du Code judiciaire ne laisse aucune marge de manœuvre si M. Jansen estime devoir maintenir son intervention et si l'Ordre des avocats du barreau de Bruxelles ne l'oblige pas à se déporter pour des raisons de loyauté et de déontologie. Le Conseil de l'Ordre a estimé que la liberté de choix de l'avocat par le justiciable est un principe consacré par l'article 6.3 de la Convention européenne des droits de l'homme et par l'article 14.3 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Selon la citation, la prescription des faits ne devrait pas intervenir avant le 27 novembre 2012. Cependant, il n'est pas possible de déterminer cette date sans examen des pièces du dossier, d'autant qu'il y a eu plusieurs pourvois en cassation.

30.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): La fraude fiscale est un des dossiers les plus importants que notre justice ait à traiter. Ce dossier est un exemple de manœuvres dilatoires.

Ici, il s'agit de l'inverse de la loyauté et de la déontologie. Malgré la séparation des pouvoirs, le Conseil de l'Ordre a aussi une responsabilité dans le bon fonctionnement de la Justice.

Le conseil initial du prévenu joue à mon sens encore un rôle. Le fait qu'il est également magistrat suppléant en matière fiscale pose un problème, dont la résolution figure au nombre des recommandations de la commission d'enquête sur la grande fraude fiscale.

Je reviendrai sur ce dossier.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 37.

De vergadering wordt geopend om 14.07 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

01 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Justitie over "het onderzoek naar onrechtmatig verkregen bezittingen van de familie Ben Ali" (nr. 3030)

01.01 Peter Logghe (VB): De familie van de afgezette Tunesische president Ben Ali heeft in de loop der jaren allerlei bezittingen in België verzameld. Toen was er blijkbaar geen vuiltje aan de lucht. Nu wordt de familie er plots van verdacht deze bezittingen met onrechtmatig verkregen geld verworven te hebben en heeft het Belgisch parket er zelfs beslag op gelegd.

Hoe verklaart de staatssecretaris het feit dat er geen eerdere verdenkingen waren en dat er niet eerder tot onderzoeksdaeden werd overgegaan?

01.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): De procureur des Konings te Brussel heeft inderdaad beslag gelegd op onroerende goederen en enkele bankrekeningen van de familie van de voormalige Tunesische president. Het bevroren van tegoeden kan gebeuren op het niveau van de Verenigde Naties, de Europese Unie of een land.

Op het niveau van de VN zijn dit weekend via resolutie 1970 voor Libië en Kadhafi maatregelen genomen waaronder de bevroering van tegoeden. In België wordt die beslissing op basis van de wet van 11 mei 1995 ten uitvoer gelegd.

Op het niveau van de Europese Unie kunnen via de toepassing van artikel 215 van het Verdrag betreffende

de werking van de Europese Unie gelijkaardige maatregelen genomen worden. Betreffende Ben Ali heeft de EU op 4 februari 2011 verordening 101/2011 uitgevaardigd, waardoor al zijn tegoeden en economische middelen worden bevroren.

Betreffende Kadhafi heeft de Raad van de Europese Unie maandag de beslissing van de VN overgenomen en verstrengd, door ook elke wapenlevering en elke uitrusting die de repressie zou kunnen dienen, te verbieden. Tegelijk werd een visumverbod opgelegd aan een twintigtal personen van het regime Kadhafi en zijn zonen. Ten slotte werd er voor Kadhafi en vijf van zijn naasten beslist om alle Europese tegoeden te bevriezen.

België kan ook autonoom een beslissing nemen op basis van de besluitwet van 6 oktober 1944. Ik verwijs ook naar het KB inzake terrorisme van 28 december 2006. Er moet hierbij wel rekening worden gehouden met de diplomatieke onschendbaarheid van staatshoofden.

Ook via gerechtelijke weg kan een vraag worden gesteld aan België. De oproep van de huidige Egyptische regering om de tegoeden van de voormalige president Moebarak en zijn familie te blokkeren wordt behandeld door de centrale autoriteit Strafzaken van de FOD Justitie.

Naast die repressieve maatregel, heeft België zich ingeschreven in de preventieve aanpak van corruptie door politiek prominente personen. Dat is de opdracht van de Cel voor Financiële Informatieverwerking die de wet van 11 januari 1993, de antiwitwaswet toepast. Deze wet legt financiële en andere instellingen de verplichting op verscherpte waakzaamheid aan de dag te leggen ten opzichte van politiek prominente personen.

Ook de strijd tegen de sociale fraude behoort tot het toepassingsgebied van de witwaswet. De CFI zal dus elke ernstige indicatie voor het witwassen van kapitalen melden aan de procureur des Konings of aan de federale procureur.

De CFI heeft zowel voor de voormalige president van Tunesië als die van Egypte een waarschuwing tot verhoogde waakzaamheid verspreid. Op het moment dat de CFI een melding ontvangt over verdachte financiële verrichtingen, maakt de cel gebruik van haar voorrechten.

Een andere taak van de cel is analyse van financiële, administratieve, politieke en juridische informatie. In het dossier van de voormalige Tunesische president heeft de cel een beroep gedaan op gelijkaardige instanties in het buitenland. Hierdoor kon de cel het verband leggen tussen verdachte verrichtingen en ernstige criminele fenomenen: verduistering door personen in een openbare functie en omkoping. De CFI heeft die informatie aan de bevoegde procureur des Konings bezorgd. Daarop werd er een beslag op onroerende goederen en bankrekeningen gelegd. Aangezien het onderzoek loopt kan ik niet meer details meedelen.

Reeds op 19 januari 2011 werkte de CFI aan het dossier van de voormalige Tunesische president en plaatste men een waarschuwing op de site: "Actuele toestand in Tunesië, verhoogde waakzaamheid in verband met politiek prominente personen". Ook zal de CFI, samen met haar Franse evenknie, op 10 maart in Parijs een overlegplatform organiseren met de Financial Intelligence Units van de 27 lidstaten.

Voor het dossier van de voormalige Tunesische president is op initiatief van het parket van Brussel ook een task force opgericht op het secretariaat-generaal van Interpol te Lyon. Deze task force moet zorgen voor de volledige identificatie van de familieleden van de voormalige president en voor een coördinatie van de mededelingen.

Van midden 2009 tot op nu heeft de CFI zes dossiers van vooraanstaande personen aan de gerechtelijke autoriteiten doorgespeeld. Het gaat daarbij over illegale handel, omkoping, misbruik van gemeenschapsgoederen, wapenhandel en misbruik van vertrouwen. Er waren iedere keer banden met Afrikaanse landen.

01.03 Peter Logghe (VB): Mijn aanvoelen blijft dat de hele machinerie pas in gang wordt gezet nadat regimes gevallen zijn en er geruchten opduiken over onrechtmatig verkregen goederen. Ik mis een meer preventieve aanpak.

01.04 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Die conclusie is niet helemaal correct: op basis van meldingen zijn al verschillende dossiers aan het parket bezorgd. Maar een efficiënte aanpak is alleen mogelijk binnen een internationale context en moet binnen de wettelijke contouren blijven.

01.05 **Peter Logghe** (VB): Een internationaal kader is inderdaad een must, maar misschien kan er toch sneller geanticipeerd worden, ook al raakt men dan aan gevoeligheden.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3077)**

02.01 **Bert Schoofs** (VB): De VVSG wees er op 16 november 2010 op dat er problemen zijn met de uitvoeringsbesluiten van de wet op de kansspelen. Naar verluidt liggen er meer dan 60 KB's te wachten op een regering met volheid van bevoegdheid.

Welke KB's uit het bevoegdheidsdomein van de staatssecretaris zijn klaar, maar kunnen voorlopig niet worden uitgevaardigd?

02.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Deze vraag heeft wat aan actualiteitswaarde ingeboet. De kansspelenwet is op 1 januari 2011 volgens schema in werking getreden. De publicatie van de KB's, die vooral betrekking hadden op het element weddenschappen, gebeurde op 29 december 2010. Ondertussen werden ook andere KB's goedgekeurd, waarvan werd geoordeeld dat ze hoogdringend waren. Het KB inzake administratieve sancties wordt voorbereid. Waar noodzakelijk, neemt de regering van lopende zaken wel degelijk haar verantwoordelijkheid op.

02.03 **Bert Schoofs** (VB): We hebben dus geen regering met volheid van bevoegdheid, maar wel een regering die af en toe zelf oordeelt dat een aantal zaken hoogdringend is. Zijn er nog KB's die op uitvoering wachten en waarbij de volheid van bevoegdheid wél nodig is?

02.04 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Alles wat inzake kansspelen hoogdringend was, werd uitgevoerd. Er is nog één KB in voorbereiding, met betrekking op de administratieve sancties. Dat KB zal nog worden voorgelegd. We hebben stelselmatig gewerkt. Wij hebben de prioriteit bij de weddenschappen gelegd, nadien zijn het internet, de belspelletjes en de mediaspelen aan de beurt gekomen. Nu ligt het reglement van de administratieve sancties voor.

02.05 **Bert Schoofs** (VB): Hoe minder regering er is, hoe sneller het soms vooruitgaat.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Justitie over "rijverbod en ziekenhuisopname" (nr. 2688)**

03.01 **Peter Logghe** (VB): Op 1 februari liet een 25-jarige vrouw het leven bij een ongeluk op de brug over de E17 in Waregem. Uit het onderzoek bleek dat de aanrijder te veel had gedronken. Hij werd met zware verwondingen opgenomen en het zal nog even duren voor hij het ziekenhuis kan verlaten. Zijn rijbewijs werd meteen voor vijftien dagen ingetrokken.

Zo mist deze straf toch elk effect? Zou het niet beter zijn om dit rijverbod pas te laten ingaan op de dag dat die persoon weer achter het stuur van een wagen kan kruipen? Is hiervoor een wetswijziging nodig of zal de minister een initiatief nemen?

03.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Artikel 55 van de wet van 16 maart 1968 poneert uitdrukkelijk het onmiddellijke karakter van de intrekking van een rijbewijs: daar kan men niet van afwijken. Dit moet worden beschouwd als een beveiligingsmaatregel en niet als een straf. Zowel het Europees Hof

voor de Rechten van de Mens als de hoogste nationale rechtscolleges hebben zich daarover al uitgesproken. Het openbaar ministerie kan bij de politierechtbank wel de verlenging van die intrekking vorderen, tot maximaal drie maanden.

Daarnaast kan de politierechtbank nog steeds een verval van het recht tot sturen uitspreken op basis van de wet van 16 maart 1968.

03.03 Peter Logghe (VB): Het wordt dus afwachten wat de politierechtbank zal beslissen. Bij de mensen wekt dit toch de perceptie dat een en ander niet op elkaar is afgestemd.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer André Frédéric aan de minister van Justitie over "de gevolgen van de vernietiging door de Raad van State van het koninklijk besluit van 16 oktober 2008 tot regeling van het statuut van de wapenhandelaar" (nr. 2712)

04.01 André Frédéric (PS): Mijn vraag heeft betrekking op de beslissing van 25 november 2010 van de Raad van State om uw koninklijk besluit van 16 oktober 2008 te vernietigen. Naast de onvoldoende motivering van de urgentie werd nog een aantal andere motieven aangehaald en ook de sector spaarde zijn kritiek niet.

Welk rechtsstelsel is vandaag van toepassing op de wapenhandelaars? Is de vroegere regelgeving conform de nieuwe wet? Is er sprake van urgentie? Bent u van plan om een nieuwe regelgevende tekst aan te nemen die tegemoetkomt aan de klachten van de sector? Zult u de Adviesraad voor wapens raadplegen?

04.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Aangezien het koninklijk besluit van 16 oktober 2008 vernietigd werd, bevinden de wapenhandelaars zich opnieuw in de vroegere rechtstoestand. De deontologische code is dus niet langer van toepassing en de beroepsbekwaamheidsexamens voorafgaand aan de erkenning kunnen dus niet meer worden georganiseerd, zodat alle erkenningsaanvragen die werden ingediend door personen die hun beroepsbekwaamheid nog niet hebben bewezen, opgeschort zijn.

Aangezien het niet normaal is en het zelfs gevaarlijk kan zijn geen deontologische code op te leggen aan een risicovolle beroepscategorie, moet het koninklijk besluit dringend worden vervangen. In een nieuwe versie, die voor advies aan de Raad van State werd voorgelegd, wordt rekening gehouden met verscheidene door de sector geformuleerde grieven. De Adviesraad voor wapens zal zich hierover in maart kunnen uitspreken. We zijn dus dringend op zoek naar een oplossing.

04.03 André Frédéric (PS): Er is dus een vacuüm, en er moeten initiatieven genomen worden, zoals het raadplegen van de Adviesraad. U zegt dat u met uw ontwerp van koninklijk besluit, dat voorgelegd werd aan de Raad van State, tegemoetkomt aan de verzuchtingen van de sector, die de kwestie met aandacht volgt. Ikzelf zal dit dossier al even aandachtig volgen.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Bert Schoofs.

05 Vraag van mevrouw Kristien Van Vaerenbergh aan de minister van Justitie over "het principe van derdenrekening" (nr. 2744)

05.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Op 19 januari 1989 heeft het reglement van de Nationale Orde van Advocaten het gebruik van de derdenrekening door advocaten ingevoerd. Bedoeling was een duidelijke scheiding aan te brengen tussen het eigen vermogen van de advocaat en de sommen die hij ontvangt voor cliënten.

Op 27 januari 2011 heeft het Hof van Cassatie echter een arrest uitgesproken waarin wordt bepaald dat er eigenlijk geen afgescheiden vermogen bestaat tussen die derdenrekening en het persoonlijk vermogen van de advocaat. Blijkbaar verschilt de rechtspraak een beetje tussen de Nederlandstalige afdeling van het Hof van Cassatie en de Franstalige afdeling. De Orde van Vlaamse balies heeft de minister een brief geschreven

met de vraag ter zake een wetgevend initiatief te nemen.

Zal de minister ingaan op het voorstel van de Vlaamse balies en een wetsontwerp lanceren?

05.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het principe van het afgescheiden vermogen wordt door het cassatie-arrest weerlegd. Het Hof verwijst uitdrukkelijk naar het ontbreken van bijzondere wettelijke bepalingen voor de advocatuur. Door dit arrest wordt er dus twijfel gezaaid.

Anders dan voor de balies zijn de wettelijke bepalingen voor het notariaat ter zake opgenomen in de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt en het KB van 10 januari 2002 betreffende het beheer van de door een notaris ontvangen sommen, effecten en geldwaardige papieren aan toonder en betreffende het toezicht op de boekhouding van de notarissen. Cassatie heeft nu een signaal gegeven om voor de advocaten deze lacune in te vullen. Er moet zeker een einde worden gemaakt aan de rechtsonzekerheid. Er wordt nu onderzocht hoe dat kan.

Misschien moeten we de regelgeving voor het notariaat bekijken en zorgen dat beide regelingen gelijklopend zijn. Er zijn daarover contacten met de advocatuur en het notariaat. Gezien de lopende zaken zijn mijn initiatiefmogelijkheden beperkt, maar ik laat mijn administratie onderzoeken hoe wij dit probleem kunnen oplossen. Mijn administratie kan de zaken voorbereiden en het Parlement aanschrijven om na te gaan of wij op basis van een ontwerp of voorstel tot een oplossing kunnen komen. Uiteraard kan elk parlementslid ook zelf een wetsvoorstel indienen.

05.03 **Kristien Van Vaerenbergh** (N-VA): Ik zal nagaan welk wetgevend initiatief ik kan nemen.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Kristien Van Vaerenbergh.

06 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de uitslatingen van Sharia4Belgium tegen Filip Dewinter via de website YouTube" (nr. 2749)**

06.01 **Bert Schoofs** (VB): Naar aanleiding van het overlijden van mevrouw Morel publiceerde de Belgische tak van Sharia4Belgium een filmpje op YouTube waarin men zijn vreugde uit over het feit dat zij gestorven was. Over de ziekte die haar uiteindelijk velde, had men eerder al een filmpje gepost met de melding dat het een straf van Allah was. In het meest recente filmpje sprak de woordvoerder van Sharia4Belgium de wens uit dat kopman Filip Dewinter van Vlaams Belang hetzelfde lot beschoren zou zijn als mevrouw Morel.

Heeft het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding (CGKR) een klacht ingediend? Hoe ver staat het met de eventuele gerechtelijke of opsporingsonderzoeken? Is er voor het eerste voorval al een datum vastgelegd voor de behandeling voor de strafrechtbank? Welk parket behandelt de zaak? Welke prioriteit wordt eraan gegeven? Is het niet stilaan tijd dat organisaties als Sharia4Belgium worden verboden?

06.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Momenteel voert men nog drie opsporingsonderzoeken inzake Sharia4Belgium en/of Fouad Belkacem.

Er is de niet-gedateerde klacht, ontvangen op het parket op 1 juni 2010, van het CGKR. Deze klacht is ingediend wegens beweerde uitslatingen van Fouad Belkacem en Anjem Choudary tijdens een persconferentie te Antwerpen op 22 mei 2010, na het verbod een pro-boerkamanifestatie te houden. Fouad Belkacem kon inmiddels verhoord worden. Anjem Choudary verblijft in het Verenigd Koninkrijk. Er moeten nog enkele onderzoeksdaten gesteld worden, onder andere verificaties inzake de huur van het buurtcentrum. Ook moet men de officiële vertaling nog ontvangen van de uitslatingen in het Engels. Pas dan kan definitief beoordeeld worden of Fouad Belkacem zich mogelijk schuldig heeft gemaakt aan inbreuken op de racismewetgeving. In het bevestigend geval zal dit dossier samengevoegd worden.

Er is ook de niet-gedateerde klacht, ontvangen op het parket op 16 april 2010, van het CGKR. Deze klacht is ingediend wegens beweerde uitslatingen van Fouad Belkacem tijdens een interview met *Het Nieuwsblad* op 24 maart 2010, en in het bijzonder wegens één passage inzake homoseksuelen.

Fouad Belkacem kon inmiddels verhoord worden. Het parket is van oordeel dat de bewuste uitlating inderdaad een inbreuk vormt op de wet van 22 mei 2007. Dat opsporingsonderzoek is afgerond. Wegens de samenhang zal in afwachting van de voltooiing van het ander onderzoek niet tot afzonderlijke dagvaarding worden overgegaan voor die ene uitlating.

Tevens is er de klacht van 23 maart 2010 van Filip Dewinter en Peter Velle wegens de diverse filmbeelden en commentaren die verspreid worden via de website sharia4belgium.web.com, alsook via YouTube. Tevens ontving Peter Velle een e-mailbericht van sharia4belgium@gmail.com waarmee hij wordt aangemoedigd of uitgenodigd om de genoemde website te bezoeken. Fouad Belkacem kon worden verhoord. Er kan in dit onderzoek in de huidige stand van zaken geen persoonlijk gestelde strafbare daad van deelneming en inbreuken op de racismewetgeving worden aangetoond. Geen enkele van de betrokken video's waren een eigen productie van Sharia4Belgium of Fouad Belkacem. De data werden door andere niet-geïdentificeerde gebruikers op YouTube geplaatst.

Aangaande de uitlatingen naar aanleiding van het overlijden van Marie-Rose Morel kreeg de federale gerechtelijke politie te Antwerpen de opdracht om ambtshalve proces-verbaal op te maken. Er werd tot op heden dienaangaande geen klacht van het CGKR ontvangen.

Momenteel worden de uitlatingen van Fouad Belkacem geanalyseerd, teneinde eventueel strafbare feiten te detecteren.

06.03 Bert Schoofs (VB): Het blijft opvallend stil in veel politiek correcte hoeken wanneer het gaat over deze feiten. Wij, Vlaams Belangers, moeten er altijd zelf voor opkomen. Het feit dat het nog niet zeker is dat het CGKR tegen dergelijke schandelijke uitspraken wil ingaan, bevestigt alleen maar met wat voor een centrum we te maken hebben. Voor mij heeft het nu alle krediet verloren.

Het varken is een onrein dier. Welnu, Sharia4Belgium moet ophouden dergelijke varkensmanieren aan te houden.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de vrijlating van drie ontvoerders uit Temse" (nr. 2750)

07.01 Bert Schoofs (VB): Drie meerderjarigen uit Temse die onlangs een jongeman ontvoerden, ontkleedden en naakt achterlieten in de rosse buurt in Brussel, werden daarvoor opgepakt. Zij werden vrijwel meteen weer vrijgelaten, ook al werd een grote hoeveelheid marihuana gevonden bij hun arrestatie.

Kan de minister het voorval toelichten? Vindt hij ook dat het gerecht steeds lakser optreedt in dit soort zaken? Dit is trouwens geen alleenstaand geval en de burgers worden dit beu.

07.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Ik vind het onaanvaardbaar dat men voortdurend probeert aan te tonen dat het gerecht steeds lakser optreedt. Zo werden nog nooit zoveel mensen in voorlopige hechtenis genomen en een opsluiting is trouwens ook niet altijd de meest geschikte maatregel. Beweren dat het gerecht een lakse bedoening is, is feitelijk en principieel onjuist.

De drie verdachten in kwestie werden gearresteerd op maandag 7 februari 2011 als gevolg van verschillende huiszoekingen. Ze werden voorgeleid bij de onderzoeksrechter van Dendermonde, die hen na verhoor onder aanhoudingsmandaat plaatste. Op woensdag 9 februari liet de onderzoeksrechter hen vrij onder voorwaarden, wat zijn soevereine competentie is. Iedereen heeft zijn verantwoordelijkheid genomen in dit dossier. Gelet op de scheiding der machten, wil ik ook geen uitspraken doen over deze beslissing.

07.03 Bert Schoofs (VB): We zouden een heel debat kunnen voeren over de scheiding der machten, maar ik ga de magistratuur hier nu niet hekelen. Onze records inzake de gevangennemingen hebben veeleer te maken met te weinig cellen en de burger, in wiens naam ik hier spreek, vindt inderdaad dat er sprake is van laksheid. Wanneer de media steeds meer berichten over dergelijke voorvallen, moeten we de pers toch niet de mond snoeren, maar doeltreffend reageren op de incidenten? Ik ben bang dat een en ander ertoe zal leiden dat burgers het recht in eigen handen gaan nemen, iets waar ik zeker geen voorstander van ben.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Sarah Smeyers.

08 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de confrontatie als onderzoeksmethode" (nr. 2752)

08.01 Bert Schoofs (VB): Om mogelijke daders te laten herkennen door hun slachtoffers of belanghebbenden werkt men ofwel met foto's van verdachten ofwel met een spiegelconfrontatie.

Kan de minister daar wat uitleg bij geven? Wat is de betrouwbaarste techniek? Wat zegt de rechtspraak hierover? Zijn de methodes voor verbeteringen vatbaar?

08.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Over daderherkenning bestaat geen specifieke wetgeving, ze valt onder het algemene principe van de vrije bewijsvoering. Het is uiteindelijk de taak van de rechter ten gronde om de daderherkenning naar waarde en rechtsgeldigheid te beoordelen.

Tijdens de opleiding van de rechercheurs wijst men erop dat de confrontaties zo objectief mogelijk georganiseerd moeten worden. Onder de auspiciën van het Comité P verscheen hierover een boeiende publicatie: 'Gezichten herkennen, op het eerste zicht eenvoudig. Van confrontatie tot line-up onder de Oslovoorwaarden.'

08.03 Bert Schoofs (VB): Ik zal dat interessante document zeker bekijken.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de minister van Justitie over "het Forensisch Psychiatrisch Centrum te Gent" (nr. 2696)

09.01 Karin Temmerman (sp.a): Wat is de stand van zaken van de bouw van het Forensisch Psychiatrisch Centrum in Gent?

Op 18 oktober antwoordde de minister dat minister Onkelinx nog enkele dingen moest beslissen. Zij antwoordde me vervolgens dat op 18 februari 2011 de laatste vergadering zou plaatsvinden om de beslissing over de exploitatie te nemen en verwees me voor de verdere stand van zaken terug naar minister De Clerck.

Zal men effectief van start kunnen gaan met een exploitatie-eenheid?

09.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Op 18 februari zijn de medewerkers van de beleidscellen die het dossier opvolgen, samengekomen. Onduidelijkheden werden uitgeklaard. Op basis van deze bespreking maken zij nu een aangepaste tekst op. De grote vraag is natuurlijk hoe de financiering zal verlopen.

Als het ontwerp klaar is, zal het dossier worden doorgestuurd naar de inspecteurs van Financiën, de FOD Justitie, de FOD Volksgezondheid, de staatssecretaris van Begroting en de ministerraad. Zodra de ministerraad het licht op groen heeft gezet, zal de oproep van kandidaten gebeuren. Het is de bedoeling om in samenspraak met de minister van Volksgezondheid de toewijzing van de concessie van openbare dienstverlening in een zo vroeg mogelijk stadium van de bouw, of zelfs ervoor, te laten plaatsvinden.

Dit jaar zou de bouw moeten starten en de concessie moet daarom zo snel mogelijk worden gepubliceerd. Zo kunnen mogelijke concessiehouders hun licht ook laten schijnen op de architectuur. De bouw is dus niet vertraagd: er is een principiële akkoord, dat nu in de concessieovereenkomst concreet wordt uitgeschreven.

09.03 Karin Temmerman (sp.a): De concessiehouder zou de inhoudelijke architectuur inderdaad mee moeten kunnen beoordelen. Ik heb begrepen dat de bouwvergunning verleend werd. Zal de bouw nog altijd starten in mei?

09.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het bestek is gepubliceerd. Ik denk dat in mei de aannemer wordt gekozen. Wij nemen aan dat die aannemer in de loop van dit jaar de werkzaamheden op het terrein start.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "de waardering van bemiddeling in het raam van de tweedelijsrechtshulpverlening" (nr. 2762)

10.01 Sonja Becq (CD&V): Het is, zeker voor de familierechtbank, belangrijk dat beslissingen en uitspraken gedragen worden door zoveel mogelijk partijen. Als men bemiddeling echt een volwaardige kans wil geven, moet zich dat weerspiegelen in de vergoeding van de tweedelijsbijstand.

Hoe is de puntenlijst van de tweedelijsbijstand eigenlijk opgesteld? Wordt in die puntenlijst voldoende rekening gehouden met de activiteiten van advocaten-bemiddelaars en met de arbeidsintensiteit van een bemiddelingsprocedure? Zijn verbeteringen mogelijk?

10.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Ik ben een groot verdediger van bemiddeling, want bemiddelde oplossingen zijn altijd breder gedragen en dus gemakkelijker uit te voeren. We moeten de bekendheid van en de toegang tot bemiddelingsinstanties daarom nog verbeteren. Dat is trouwens ook de kerngedachte uit een Europese richtlijn. Bij de hertekening van het gerechtelijk landschap moet die procedure alle kansen krijgen binnen de grotere rechtbanken.

De federale bemiddelingscommissie stelt mij nu voor om haar takenpakket uit te breiden met onder meer de promotie van de bemiddeling. Ik zal ze binnenkort daarover ontmoeten.

De puntenlijst die de vergoedingen regelt, werd voorgesteld door de Vlaamse en Franstalige balies. Zij hebben onderling een regeling uitgewerkt die aangeeft hoeveel punten er worden toegekend aan welke prestatie. De vorige ministers van Justitie hebben dat voorstel aanvaard en in een ministerieel besluit gegoten op 21 augustus 2006 en 2 juni 2008.

Momenteel worden er voor bemiddeling 10 punten toegekend. In complexe zaken is dat te weinig, in eenvoudige zaken is het toereikend. Bij de besprekingen over de verbetering van de tweedelijsbijstand heb ik voorgesteld om aan bemiddeling meer punten toe te kennen. De ordes meenden, na overleg, dat het huidige puntenaantal volstaat. De middelen van de overheid zijn beperkt, ook al heb ik de voorbije jaren telkens een stijging van het budget hiervoor bekomen, vorig jaar zelfs met bijna 20 procent.

We zullen het debat wellicht moeten hernemen op het ogenblik dat we het arrest-Salduz bespreken.

10.03 Sonja Becq (CD&V): Het is jammer dat de ordes de minister niet gevolgd zijn. Naar aanleiding van Salduz zal dit gelukkig opnieuw op tafel komen, want een evenwichtiger puntensysteem is nodig.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2816 van mevrouw De Wit wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

11 Vraag van mevrouw Ann Vanheste aan de minister van Justitie over "bescherming van juweliers" (nr. 2826)

11.01 Ann Vanheste (sp.a): Uitbaters van juwelierszaken voelen zich terecht niet veilig. De Hoge Raad voor Juwelen en Uurwerken krijgt geregeld meldingen van verdachte handelingen in de buurt van vaak heel beveiligde juwelierszaken.

Ondanks de beveiliging gebeuren er geregeld overvallen. Een oplossing zou zijn dat daders zwaarder gestraft worden en dat er meer politiepatrouilles voorbijkomen.

Hoe staat de minister tegenover strengere straffen? Kan de minister samen met de betrokkenen zorgen dat er betere afspraken komen over de bescherming van dergelijke handelszaken?

11.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Diefstal gewapenderhand wordt in het Strafwetboek als een misdaad, dus het zwaarste misdrijf, beschouwd. De rechter kan gevangenisstraffen van meer dan 15 jaar uitspreken en dat is een van de zwaarst mogelijke straffen.

Over de beveiliging van juweliers kunnen lokaal concrete afspraken worden gemaakt tussen de handelaars en de lokale politie, die het eerste aanspreekpunt is met verschillende facetten. De wijkagent is het gezicht van de wijkwerking. De interventieploegen moeten optreden bij melding van verdachte handelingen of in geval van noodoproep. Ook beschikken de lokale politiekorpsen of gemeenten over een technopreventiedienst die veiligheidsadvies op maat kan geven. Ten slotte is er ook slachtofferbejegening.

De buurtinformatienetwerken voor zelfstandige ondernemers zijn een interessant instrument om de veiligheid in handelswijken te verhogen. Artikel 4 van de rondzendbrief over buurtinformatienetwerken van 2010 voorziet in de mogelijkheid om sectorale BIN's op te richten, zoals bijvoorbeeld voor marktkramers, hotels of apothekers. Het kan interessant zijn voor juweliers om een dergelijk netwerk op te richten.

Elk criminaliteitsfenomeen vraagt een totaalaanpak gaande van preventie, reactie, repressie tot en met nazorg. Hiervoor zijn de lokale samenwerkingsverbanden zeker nuttig.

De klemtoon hoort te liggen op preventie en dat impliceert een responsabilisering van alle partijen. De winkeliers moeten zich bijvoorbeeld afvragen of het raadzaam is de juwelen zichtbaar uit te stallen en of een deursas zin heeft als ze iedereen binnenlaten.

Een nieuwe techniek is de DNA-spray die de overvallers enkele weken met een code markeert die de politie kan detecteren. In Nederland blijken die een sterk ontradend effect te hebben.

In 2010 waren er 44 overvallen van juweliers, wat 2,5 procent van de overvallen tegen handelszaken uitmaakt. Wel halen de overvallen tegen juweliers vaak de media.

De FOD overlegt veel met alle partijen en organiseert infosessies. Verder is er overleg tussen de zelfstandigen. Er worden veel inspanningen geleverd, maar dat leidt niet tot nul overvallen.

11.03 **Ann Vanheste** (sp.a): Misschien springen de overvallen tegen juweliers er niet uit, maar elke overval is er een te veel. Ik ben blij dat eraan gewerkt wordt.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister van Justitie over "de bewijskracht van digitale documenten" (nr. 2850)**

12.01 **Karel Uyttersprot** (N-VA): Veel bedrijven beginnen meer en meer hun courante, administratieve documenten digitaal te bewaren.

In hoeverre hebben de documenten die als pdf worden opgeslagen, bewijswaarde? Heeft bijvoorbeeld een contract dat als pdf is opgeslagen dezelfde waarde als een papieren contract? Aan welke voorwaarden moet voldaan zijn om die documenten op de juiste manier op te slaan?

12.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Over het bewijsrecht en het contractenrecht kan altijd verder gedebatteerd worden. Uiteraard mag en kan een onderneming documenten digitaliseren.

Wat de bewijskracht van zowel papieren als digitale documenten betreft, verwijs ik naar de artikelen inzake het bewijsrecht in ons Burgerlijk Wetboek. Ik geef u een schriftelijke kopie van het antwoord en de tweede les in bewijsrecht kunnen we tijdens een volgende sessie organiseren.

12.03 **Karel Uyttersprot** (N-VA): Is er ook een niet-juridische uitleg?

12.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Lees het antwoord, alles staat erin. Ik ga inzake bewijsrecht geen andere regels uitvaardigen dan die in het Burgerlijk Wetboek.

Het principe is dat de digitalisering niet leidt tot een gebrek aan bewijs. Het bewijsrecht is een zeer delicate materie, maar het is dus niet omdat een document gedigitaliseerd is dat het geen bewijskracht heeft. Bewijzen leveren blijft altijd moeilijk. Dat is echter een veel breder debat, want technologisch is er in principe geen probleem.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2875 van mevrouw Galant wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

13 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de taalregeling in de Belgische gevangenissen" (nr. 2890)

13.01 Peter Logghe (VB): Naar verluidt zou in de gevangenis van leper de facto een soort van tweetalig regime worden toegepast, waarbij alle mededelingen in de twee talen zouden worden gedaan.

Klopt dat? Is zoiets aanvaardbaar? Gelden binnen de gevangenissen dezelfde taalwetten als buiten de gevangenissen? Hoeveel Franstalige gedetineerden zijn er momenteel in de gevangenis van leper? Hoe zit het met het taalregime in de andere Belgische gevangenissen?

13.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Alle mededelingen aan het personeel van de gevangenis in leper gebeuren in het Nederlands, conform de taalwetgeving. De inrichting heeft natuurlijk wel de vrijheid om informatie te verschaffen in een andere taal. Voor een aantal procedures, zoals onthaal en tucht, bepaalt de basiswet uitdrukkelijk dat de gedetineerde uitleg krijgt in de taal die hij begrijpt. Schriftelijk wordt systematisch in het Nederlands gecommuniceerd met de gedetineerden, en in voorkomend geval in een andere taal, meestal Frans, maar mogelijk ook in het Engels of Duits. Voor een goede gang van zaken is soepelheid onontbeerlijk, vermits een groot aantal gedetineerden in Vlaamse gevangenissen geen Nederlands spreekt. Deze regels gelden ook voor de andere gevangenissen.

Op 21 februari 2011 waren 21 van de 102 gedetineerden in leper Franstalig.

13.03 Peter Logghe (VB): Betekent dit dat de overige 80 gedetineerden allemaal Nederlandstalig zijn?

13.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Als ik zeg dat er 21 Franstaligen zijn, betekent dat nog niet dat alle anderen Nederlandstalig zijn.

13.05 Peter Logghe (VB): Het is toch nogal vreemd dat men voor 20 officieel Franstalige gedetineerden de facto met een tweetalig regime zit. Dit kan toch niet. Schriftelijke mededelingen moeten in het Nederlands gebeuren, maar kunnen ook geschieden in andere talen, wat toch vragen doet rijzen over de integratie. Zo dreigt hetzelfde te gebeuren in de civiele maatschappij.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de wettelijke mogelijkheid tot opsporingen met warmtecamera's door middel van helikopters van de federale politie" (nr. 2903)

14.01 Bert Schoofs (VB): Welke maatregelen kan de minister nemen zodat vaststellingen met warmtecamera's in politiehelikopters wettelijk gebruikt kunnen worden om cannabisplantages op te sporen?

14.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik verwijs naar mijn antwoorden op vragen nrs 212 en 228 van de heer Stevenheydens.

Deze techniek moet gezien worden als een technische observatie en valt onder de bijzondere opsporingstechnieken, waarvoor vooraf een goedkeuring vereist is van de procureur des Konings of de onderzoeksrechter in het kader van een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek. Het systematisch screenen van een regio met de warmtecamera's buiten een gerechtelijk onderzoek is niet mogelijk. Hierdoor zou onze wetgeving uitgehold worden. Naast wettelijke problemen om de vaststellingen achteraf te gebruiken, zijn er ook problemen met de bescherming van de privacy.

De gegevens zijn ook niet altijd duidelijk te interpreteren. Er bestaan technieken die de warmtecamera's kunnen omzeilen, zoals het plaatsen van folie of plantages in ondergrondse of geïsoleerde ruimtes.

De regering van lopende zaken heeft niet de bevoegdheid om de wetgeving te wijzigen. Het is aan het Parlement om een initiatief te nemen, maar ik denk niet dat zo iets momenteel aan de orde is. Het debat over de BOM-wetgeving moet wel opnieuw gevoerd worden in de commissie.

14.03 Bert Schoofs (VB): Ik heb al een wetgevend initiatief genomen. Ik weet dat er altijd rekening gehouden moet worden met de bescherming van de privacy, maar door het gebruik van warmtecamera's hoeft men tenminste geen deuren te gaan inbeuken of overal politie op af te sturen en kan men gericht te werk gaan.

Het incident is gesloten.

15 Samengevoegde vragen van

- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de stellingname van de voorzitter van het Grondwettelijk Hof inzake de usurpatie van bevoegdheden door het Europees Hof van Justitie en het Europees Hof voor de Rechten van de Mens" (nr. 2904)
- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de toevloed van kortgedingzaken voor het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in Straatsburg" (nr. 3051)

15.01 Bert Schoofs (VB): Ik excuseer me omdat ik, per ongeluk, twee keer dezelfde vraag heb ingediend.

Volgens Marc Bossuyt, de voorzitter van het Grondwettelijk Hof, trekken het Europees Hof voor de Rechten van de Mens en het Europees Hof van Justitie steeds meer bevoegdheden naar zich toe die de facto en de iure aan de rechterlijke en parlementaire organen van de lidstaten toekomen.

Heeft de overheid de Europese instanties al attent gemaakt op deze kwestie? Wat wil de regering ondernemen om de Europese rechtshoven te wijzen op hun bevoegdheden en de beperkingen ervan? Welke financiële, sociaaleconomische, juridische en constitutionele repercussies heeft deze usurpatie door een Europese rechtsmacht?

15.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Door de bekrachtiging van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens aanvaardt ons land het bestaan van een supranationaal controleorgaan, dat het Verdrag op autonome wijze kan uitleggen. De uitlegging van het Verdrag is evolutief en wordt voortdurend geactualiseerd. België verplicht zich ertoe zich naar de beslissingen van het Hof te richten en de uitspraken om te zetten in nationaal recht. Hetzelfde geldt voor de bekrachtiging van het Verdrag van Lissabon.

Ik begrijp de bezorgdheid van voorzitter Bossuyt, hij heeft ze ook al meermaals tegenover mij geuit. Wat hij bedoelt, is dat het Europees Hof van de Rechten van de Mens zich meer bewust moet zijn van de impact van zijn uitspraken op het wetgevende proces in de lidstaten. Dat wordt ook steeds meer aan het Hof duidelijk gemaakt.

Wij zijn een jaar bezig geweest met het invoeren van de motiveringsplicht voor assisen, nu zijn we druk bezig met de implementatie van het arrest-Salduz. Dat neemt allemaal heel veel tijd in beslag. We moeten opletten dat de rechtspraak niet het hele wetgevingsmechanisme onderuithaalt.

15.03 Bert Schoofs (VB): Het is niet omdat een orgaan zoals het Europees Hof voor de Rechten van de Mens onafhankelijk is, dat het ook volheid van bevoegdheid heeft of volheid van rechtsmacht. We moeten erop waken dat bepaalde Europese instellingen niet alles naar zich toe trekken. Daar moet men zich op Europees niveau bewust van zijn. Het zou erg pijnlijk worden als organen van de lidstaten in de clinch moeten gaan met Europese organen.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de minister van Justitie over "de situatie in het gerechtshof van Kortrijk" (nr. 2958)

16.01 Koenraad Degroote (N-VA): Er zijn plannen voor een nieuw gerechtsgebouw in Kortrijk. Een tiental jaar geleden werd al een nieuw gerechtsgebouw gezet, dat nu al gestut moet worden en een aantal gebreken vertoont. De kostprijs van het nieuwe gebouw zou heel wat hoger liggen dan het renoveren van het bestaande gebouw. In de plenaire vergadering van 17 februari verklaarde de minister dat het bestaande gebouw niet meer behoorlijk ingericht kon worden. De laatste jaren is er nochtans heel wat geïnvesteerd.

Werd het verschil tussen de kostprijs voor een renovatie en voor een nieuw gebouw goed afgewogen? Werd er een studie gemaakt? Wat zal er gebeuren met het oude gebouw?

16.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Op basis van een haalbaarheidsstudie werden de verschillende mogelijkheden vergeleken. Een up-to-date bouwprogramma 2009 kreeg de toelating van de Inspectie van Financiën. De renovatie van het bestaande gerechtsgebouw bleek ontoereikend om het programma 2009 te realiseren. Er was een tekort van 1.000 vierkante meter.

Om dat plaatsgebrek op te vangen, moest een aanzienlijke bovengrondse uitbreiding gerealiseerd worden. Dat was haast onmogelijk, omdat het gebouw wel in gebruik zou moeten blijven tijdens die werken. Naast de vrij recente nieuwbouw komt er nu dus een nieuw gebouw, waardoor de hinder tot een minimum beperkt kan worden. De kostprijs tussen beide mogelijkheden was vergelijkbaar, maar de nieuwbouw was sneller te realiseren.

Er zijn verschillende mogelijkheden voor het oude gebouw. Er is daarover nog niets beslist.

16.03 Koenraad Degroote (N-VA): De minister zegt dat er veel mogelijkheden zijn voor het oude gebouw, maar hij noemt er geen enkele.

16.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Daarvoor is het nog te vroeg. We zullen die vraag over een vijftal jaar beantwoorden.

16.05 Koenraad Degroote (N-VA): Kan ik die haalbaarheidsstudie zien? Heeft de gebouwencommissie van het gerechtelijk arrondissement advies gegeven?

Het incident is gesloten.

17 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de jeugdinstelling te Tongeren" (nr. 3052)

17.01 Bert Schoofs (VB): In de jeugdinstelling in Tongeren verblijven 24 uit handen gegeven jongeren. Aangezien er plaats is voor 34 jongeren, zouden 10 jongeren met het zogenaamde Everberg-statuut in die inrichting kunnen worden geplaatst.

Is er naast die 34 plaatsen nog ruimte voor de opvang van jeugddelinquenten, hetzij uit handen gegeven, hetzij geplaatst door de jeugdrechter? Zo ja, waarom worden die plaatsen niet ingevuld?

17.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Op 28 februari waren er 16 jongeren in het federaal gesloten centrum van Tongeren waarvan 14 uit handen gegeven jongeren en 2 zogenaamde Everberg-jongeren, op een totaal van 34 plaatsen. Er is dus nog ruimte om Everberg-jongeren op te vangen, maar dat hangt af van de situatie in de instelling van de Vlaamse Gemeenschap en in Everberg. De plaatsen in Tongeren worden immers pas opgevuld als er in geen enkele andere instelling, zowel federaal als van de Vlaamse Gemeenschap, nog plaats is. Uiteraard bewijst het gesloten federaal centrum zijn volle nut wanneer er daadwerkelijk elders geen plaats meer is. Op dit ogenblik zitten er 2 jongeren die anders vrij zouden rondlopen wegens plaatsgebrek in Everberg en in de instelling van de Vlaamse Gemeenschap.

17.03 Bert Schoofs (VB): Het gaat hier weliswaar om minderjarigen, maar ze hebben dikwijls al veel meer op hun kerfstok dan vele volwassenen. Ik vind dat men wat teveel schermt met theoretische argumenten en met het progressieve, linkse betoog dat we 'goed moeten oppassen met wat we doen'. We hebben drie bevoegde ministers die er in onderling overleg voor zouden kunnen zorgen dat die 14 plaatsen in Tongeren opgevuld raken.

Als men nog plaatsen heeft in de jeugdgevangenissen maar toch jonge criminelen laat lopen en zegt dat er geen plaats is in de betrokken instellingen, dan heeft de burger daar terecht bedenkingen bij.

17.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Soms verwijt men mij dat alle plaatsen ingevuld zijn, dan weer dat er nog capaciteit overblijft.

17.05 **Bert Schoofs** (VB): Als er te weinig plaatsen zijn, zal ik dat ook bekritisieren. Hier zijn er plaatsen, maar die raken niet opgevuld.

Het incident is gesloten.

18 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "de bijna uitgeputte voorraad speekseltests" (nr. 2922)

- de heer **Jef Van den Bergh** aan de minister van Justitie over "de voorraad speekseltests" (nr. 2968)

- de heer **Jef Van den Bergh** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de voorraad speekseltests" (nr. 2975)

18.01 **Jef Van den Bergh** (CD&V): Klopt het dat de eerste voorraad van 18.000 stuks speekseltests op is, dat er onvoldoende middelen zijn om een bijkomende lading te bestellen en dat het nog wachten is tot na de zomer voor nieuwe tests beschikbaar zijn? Hoe worden de tests gefinancierd?

18.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De voorraad speekseltesten voor dit contractjaar is inderdaad bijna op. De volgende aankoop is mogelijk bij de start van het tweede contractjaar in september. De politie had een budget geraamd voor 10.000 speekseltests, maar omdat die goedkoper waren dan gedacht zijn het er meer dan 18.000 geworden.

Binnen het budget voor het eerste contractjaar is er nog geld over voor 1.700 speekseltests. Ze worden bijgehouden voor politiezones die nog niet hun hele quotum hebben opgenomen. Bijbestellingen vanwege 71 andere politiezones worden intussen in beraad gehouden, tot er meer budgettaire ruimte wordt gevonden.

Het succes van de speekseltests heeft vooral met de gebruiksvriendelijkheid te maken. Toen mijn administratie het succes zag, werd een monitoring ingevoerd en werd er maandelijks overlegd met de minister van Binnenlandse Zaken en de staatssecretaris voor Mobiliteit.

Eind december gaf het politieel kenniscentrum over de verkeersveiligheid Centrex Wegverkeer het advies om een overschot in het Fonds voor verkeersveiligheid voor extra tests aan te wenden. Ik neem aan dat de minister van Binnenlandse Zaken daarmee akkoord gaat, als we het geld ten minste nog kunnen vrij maken.

We hebben besloten de quota te handhaven en hoeden er ons ook voor om in conflict te komen met de Europese reglementering betreffende de overheidsopdrachten. In hoogste nood zouden politiezones tests kunnen lenen bij een andere zone.

De speekseltests werden aangekocht op basis van een algemene offerteaanvraag met Europese publicatie. Omdat de verbruiksgoederen nog in volle ontwikkeling zijn, wordt er gewerkt met een korte contractperiode met een expliciete verlenging voor het tweede jaar.

Die expliciete verlenging moet in juli naar de leverancier worden verzonden.

Voor volgend contractjaar is een identiek budget uitgetrokken als dit jaar, namelijk 250.000 euro. Aan een oplossing om een brug te slaan tussen nu en september, wordt gewerkt. De wil is er wel, maar het is een begrotingskwestie.

18.03 **Jef Van den Bergh** (CD&V): Is er een aanpassing van de wetgeving inzake het Fonds voor de verkeersveiligheid nodig?

18.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Neen. Is de leverancier Europees, dan betreft het een

klassieke aanbesteding. De discussie draait vooral om de interne verdeling van middelen en over de regels die van toepassing zijn.

18.05 Jef Van den Bergh (CD&V): Het budget voor het volgend jaar is hetzelfde als voor dit jaar. Maar dat was ontoereikend. Er zou dus best een budgetverhoging komen.

18.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Dit jaar zijn heel veel tests voor opleidingen en allerhande andere doeleinden gebruikt. Dit jaar is dus niet het beste referentiejaar.

Het incident is gesloten.

19 Vraag van de heer Siegfried Bracke aan de minister van Justitie over "het pesten bij de FOD Justitie" (nr. 2966)

19.01 Siegfried Bracke (N-VA): Uit een eerder antwoord van minister Vervotte op een vraag over pestgedrag bleek dat er bij de FOD Justitie het meest van al gepest werd. Daar kwamen de meeste informele én formele klachten vandaan.

Hoe komt het eigenlijk dat de FOD Justitie eruit springt?

19.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik zal de heer Bracke een kopie van mijn antwoord bezorgen. De tekst bevat een aantal cijfers en gedetailleerde uitsplitsingen die ik niet allemaal ga voorlezen.

De interne dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk heeft verschillende mogelijke verklaringen waarom er in 2009 bij de FOD Justitie 378 informele en 30 formele klachten werden ingediend. De belangrijkste verklaring is wellicht dat er binnen de FOD Justitie heel wat aandacht besteed wordt aan een beleid rond welzijn op het werk. Er worden heel wat inspanningen geleverd om de medewerkers op de hoogte te brengen van de risico's van psychosociale belasting op het werk. Zo zijn er sensibilisatiesessies voor nieuwe personeelsleden en moeten diverse publicaties de zaak bespreekbaar maken. Er is een netwerk van 140 vertrouwenspersonen, die gemakkelijk aanspreekbaar zijn. Daarnaast zijn er twee bemiddelaars en zeven preventieadviseurs in psychosociale aspecten, die fulltime ter beschikking staan.

Onlangs werd binnen de stafdienst Personeel en Organisatie van de FOD Justitie een dienst Welzijnsbeleid, een dienst Diversiteitsbeleid en een dienst Individuele en Sociale Begeleiding opgericht.

De wetgeving rond psychosociale belasting – waaronder geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk vallen – is relatief nieuw en was tot voor kort weinig bekend bij de medewerkers van de FOD Justitie.

In zes formele klachten bleek na analyse dat er sprake was van geweld op het werk. In één geval was er sprake van ongewenst seksueel gedrag op het werk. In de meeste gevallen gaat het echter over psychosociale belasting die spanningen op het werk veroorzaakt. Psychosociale belasting kan verschillende verschijningsvormen hebben, waaronder stress.

Hoe het komt dat wij hogere cijfers dan de anderen hebben, kan ik niet verklaren. Dat zou een vergelijkende studie vragen en daartoe ben ik niet gemachtigd.

19.03 Siegfried Bracke (N-VA): Het verschil is niet te verklaren en dat is ook niet de verantwoordelijkheid van de minister. Er bestaat intussen bij Justitie blijkbaar veel aanbod op dit vlak. Het aanbod creëert dan voor een stuk de vraag. Dat is in dit soort dingen een goede zaak.

Het incident is gesloten.

20 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de minister van Justitie over "de juridische externe gegevensbank jure.juridat" (nr. 2838)

20.01 Sarah Smeyers (N-VA): Jure.juridat is een externe gegevensbank die rechtspraak zou moeten publiceren van alle gerechtelijke instanties. Jammer genoeg worden niet systematisch alle vonnissen en

arresten gepubliceerd, met uitzondering van de arresten van het Hof van Cassatie.

Er werd geopteerd voor een controle a posteriori van de gepubliceerde arresten, waarbij wordt nagegaan of de arresten geanonimiseerd zijn. De regel inzake anonimisering zou bij KB moeten worden vastgelegd, maar tot nu toe is daar nog niets van in huis gekomen.

Bij de opstart van Juridat werd ook voorzien in een vorming. Die opleidingen zouden zeer succesvol geweest zijn, maar blijven nu achterwege. Onlangs werd een nationaal ICT-overlegplatform opgericht en er zou ook een protocol gesloten zijn tussen de minister zelf, de FOD Justitie en de rechterlijke orde.

Is de minister een voorstander van de databank Juridat? Waarom werd geen werk gemaakt van die KB's om de anonimiseringsregel in te voeren? Zal dat alsnog gebeuren? Klopt het dat de twee personen die bevoegd zijn voor de controle a posteriori van de gepubliceerde arresten, momenteel niet meer rechtstreeks betrokken zijn? Wordt er dan op dit ogenblik geen controle meer gedaan? Klopt het dat er geen vormingen meer worden georganiseerd?

Wordt er werk gemaakt van een degelijke organisatie voor Juridat? Is de minister van plan die publicatie van rechtspraak op Juridat aan te moedigen? Wat is de inhoud van het protocol met de FOD Justitie en de rechterlijke macht?

20.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Op 12 januari heb ik de ondertekening van een overlegplatform met de rechterlijke orde aangekondigd. Het organigram van dit overlegplatform werd voorgesteld. Ook de ontwerptekst werd ter beschikking gesteld tijdens onze bespreking. Het protocol organiseert het overleg wat betreft de structuren, de verantwoordelijkheden en de doelstellingen; het is thans ondertekend. De inhoud van het overleg wordt bepaald door de partijen die deelnemen aan het overleg. Alle partners rond de tafel zijn zeer gelukkig met dit resultaat.

Ik verwacht een analyse van de noden van de rechterlijke orde in het kader van de strategische agenda ICT 2012-2014.

Hoewel het grootste deel van onze rechtspraak publiek is, betekent dit niet dat alle gerechtelijke uitspraken zomaar gepubliceerd moeten of kunnen worden. De wet voorziet daarentegen soms in een dergelijke publicatie als sanctie. Het is dus nodig dit verder te analyseren voor er een totaalbeslissing genomen wordt.

Concreet wordt er in afwachting verder gewerkt met Juridat, waarbij vooral de arresten van het Hof van Cassatie gepubliceerd worden. Ook de opleidingen gaan door. De tijdelijke onderbreking is het gevolg van een ongeval van de verantwoordelijke opleider.

Ik ben er voorstander van dat de juridische wereld kan beschikken over uitspraken van de rechtbanken, omdat dit inzicht biedt in ons rechtssysteem. Een betere kennis van gerechtelijke uitspraken kan preventief werken en ons gerechtelijke apparaat ontlasten.

20.03 **Sarah Smeyers** (N-VA): Het is heel belangrijk dat de vormingen terug georganiseerd worden. Ik begrijp uiteraard de bekommernis dat niet alle vonnissen en arresten blindelings gepubliceerd moeten worden.

Het incident is gesloten.

21 **Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de minister van Justitie over "het vervolgingsbeleid tegenover de brandstichting in het gesloten centrum 127bis" (nr. 2951)**

21.01 **Sarah Smeyers** (N-VA): In asielcentrum 127bis in Steenokkerzeel zijn rellen uitgebroken naar aanleiding van een protestactie voor de poorten van het centrum. Een aantal demonstranten is het centrum binnengedrongen, waarop een asielzoeker brand stichtte. Vermoedelijk waren er vooraf telefonische contacten tussen de asielzoekers en de betogers. Verschillende asielzoekers werden overgebracht naar andere centra. De federale politie heeft niemand aangehouden. Dit is niet het eerste incident in het asielcentrum. In mei 2010 werd er ook al brand gesticht.

Werden er betogers aangehouden? Hoeveel werden er gearresteerd? Werden er asielzoekers aangehouden? Hoe zal het parket optreden tegen de asielzoekers die verantwoordelijk zijn voor de chaos en de schade? Zullen hun daden gevolgen hebben voor hun verblijf in het gesloten centrum? Zal er een signaal gegeven worden, zodat de andere bewoners niet opnieuw brand zullen stichten? Legt het parket de prioriteit bij de schade of bij de mogelijk gevaarlijke situatie voor het personeel?

21.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De politie probeerde in eerste instantie de situatie te controleren en de bewoners te evacueren.

Het parket kwalificeert deze feiten als opzettelijke brandstichting van een bewoond huis en vernieling van roerende goederen met geweld of bedreiging in bende. Zoals dat in 2010 al succesvol gebeurde, is ook nu getracht de daders op te sporen. Tot op vandaag konden er nog geen daders geïdentificeerd worden, maar het onderzoek loopt nog en hopelijk zal dat tot resultaten leiden.

Met de bevoegde staatssecretaris en de DVZ werd al besproken hoe wij de delicate problematiek van de gevangenneming, voorlopige hechtenis en uitwijzing van asielzoekers in gesloten centra moeten aanpakken. Ik heb hierover al geantwoord op vragen van de heer Francken. Er moeten hier politieke keuzes worden gemaakt en dat is niet evident in een periode van lopende zaken. Momenteel zitten er 750 vreemdelingen in voorlopige hechtenis. Als zij hier niet wettelijk verblijven, dan moet er bekeken worden of ze onmiddellijk teruggestuurd moeten worden of eerst bestraft. Dit is een belangrijk debat.

21.03 **Sarah Smeyers** (N-VA): Ik hoop dat alles in het werk wordt gesteld om de daders op te sporen. Het ging al om de tweede brandstichting en er wordt veel geweld gepleegd ten aanzien van personeelsleden. Er moet een signaal gegeven worden dat er repressief wordt opgetreden.

Het politiek debat over illegalen die criminele feiten plegen, is inderdaad delicaat. Sommige slachtoffers hebben er inderdaad ook recht op dat de daders hier berecht worden.

Als er, zoals in dit geval, sprake is van brandstichting met enkel materiële schade, dan is dat iets anders. Deze mensen hebben niet alleen rechten, maar ook plichten.

Het incident is gesloten.

22 **Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de minister van Justitie over "de oprichting van een centraal bestand van beslagberichten (wet van 29 mei 2000)" (nr. 3000)**

22.01 **Sarah Smeyers** (N-VA): Op 29 januari 2011 is de wet van 29 mei 2000 houdende de oprichting van een centraal bestand voor beslagberichten in werking getreden. Daarmee wilde men een einde maken aan de praktijk waarbij telkens een nieuw beslag werd gelegd bij dezelfde schuldenaar door verschillende gerechtsdeurwaarders.

Nu er geen papieren beslagen meer zijn, blijkt dat bepaalde rechtbanken van koophandel ook niet langer nuttige informatie hierover doorkrijgen.

Is de minister op de hoogte van dit gebrek aan communicatie tussen de deurwaarders en de rechtbanken van koophandel? Heeft hij hierover al contacten gehad en zijn er oplossingen? Welke maatregelen zal hij nemen voor een betere informatiedoorstroming?

22.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Er is inderdaad nog een technisch probleem met de elektronische doorzending vanuit de databank, maar dat zal voor het einde van de week van de baan zijn. Alle berichten sinds de nieuwe regeling zullen worden bezorgd aan de respectievelijke griffies van de handelsrechtbanken. Het probleem was dus bekend. Met de nieuwe werkwijze zullen we ook belangrijke kosten- en lastenverminderingen kunnen realiseren.

Binnenkort zal ik het Parlement een aantal wetswijzigingen voorstellen om tot meer efficiëntie te komen. Die moeten het onder meer mogelijk maken dat de griffie van de rechtbank van koophandel geïnformeerd wordt wanneer een bepaalde handelaar een alarmpeil bereikt qua procedures van beslag en dat de griffie rechtstreeks toegang krijgt tot de databank.

In de periode van lopende zaken bereiden we een aantal technische aanpassingen voor. Voorlopig denk ik dat de nieuwe databank behoorlijk functioneert.

22.03 Sarah Smeyers (N-VA): Ik ben inderdaad blij dat die databank er eindelijk is gekomen. Ik denk dat niemand er bezwaar tegen heeft dat dergelijke wetswijzigingen er in een periode van lopende zaken komen.

Het incident is gesloten.

23 Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister van Justitie over "de procedure van de familie Lambrechts tegen de Belgische Staat" (nr. 3021)

23.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): In september 1997 dagvaardde de familie Lambrechts, waarvan de dochter een van de slachtoffers was van Marc Dutroux, de Belgische Staat in de persoon van de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken. In 2008 verklaarde de Brusselse rechtbank van eerste aanleg de eis ongegrond. De familie ging in beroep. Die zaak is nog aanhangig.

Hoeveel heeft de Belgische Staat al betaald voor deze procedure? Welke kosten worden nog verwacht?

23.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De conclusietermijnen van de procedure voor het hof van beroep van Brussel zijn ondertussen verlopen. Er wordt nu gewacht op een pleitdatum. Tot vandaag heeft Justitie 68.000 euro uitgegeven aan deze gerechtelijke procedure. De nog te verwachten kosten zijn de kosten van de verdediging. Mocht de Staat worden veroordeeld, dan is er nog het aspect van de verhaalbaarheid van de erelonen van de advocaat en de veroordeling tot betaling van de kosten van de rechtspleging.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter:** Vragen nr. 3001 en nr. 3003 van de heer Landuyt worden uitgesteld. Vraag nr. 3103 van mevrouw Musin wordt ook uitgesteld, aangezien ze niet aanwezig is.

24 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sarah Smeyers aan de minister van Justitie over "de ontsnapping uit de gevangenis van Dendermonde" (nr. 3033)
- de heer Tanguy Veys aan de minister van Justitie over "de problemen in de gevangenis van Dendermonde" (nr. 3036)
- mevrouw Sarah Smeyers aan de minister van Justitie over "de ontsnapping van twee Albanezen uit de gevangenis van Dendermonde" (nr. 3153)

24.01 Sarah Smeyers (N-VA): Op 23 februari ontsnapten twee gedetineerden uit de gevangenis van Dendermonde. Het parket van Dendermonde besloot om de twee voortvluchtigen internationaal te seinen.

Hoever staat het onderzoek? Was de gevangenisdirectie op de hoogte van een eerdere ontsnapping van een van de gedetineerden? Waarom werd hij toch niet als vluchtgevaarlijk beschouwd? Was het geweten dat zij tot dezelfde bende behoorden? Was er een communicatieprobleem tussen de onderzoeksrechter en de gevangenisdirectie? Hoe is het gebruikte materiaal in de gevangenis binnengeraakt?

24.02 Tanguy Veys (VB): Na de massale ontsnapping in 2006 werden in Dendermonde nieuwe draden gespannen en een nieuwe afsluiting, camera's en draadalarm aangebracht. Ook zouden de tralies beveiligd zijn. Blijkbaar zijn er in Dendermonde enorm veel problemen: overbevolking, agressie en vechtpartijen, een tekort aan personeel en te vaak afwezig personeel wegens ziekte of verlof. Daarbij zijn er slechts twee strafcellen, die alleen worden gebruikt door gedetineerden met tbc.

Wat denkt de minister hierover?

24.03 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Op 23 februari ging het alarm af in de zone die uitgaat op de gebouwen van de federale politie. Achteraf bleek het om een ontsnapping te gaan. Na controle bleek dat twee gedetineerden, verblijvend in dezelfde cel, erin geslaagd waren te ontvluchten via het celraam. Van een

zaag en kniptang was er geen spoor.

De risicoanalyse van de vluchtgevaarlijkheid van een gedetineerde gebeurt door de directie op basis van de beschikbare informatie. De gevangenisdirectie was er niet van op de hoogte dat Ilir Ceni vroeger uit een Italiaanse gevangenis was ontsnapt. Bovendien bestond er geen enkele indicatie dat het ging om vluchtgevaarlijke gedetineerden.

In de nabije toekomst zullen alle incidentgerelateerde gegevens over gedetineerden ingeschreven worden in een rubriek van de gedetineerdendatabank, wat het beheer van de informatie sterk zal verbeteren. Voor alle gevangenen komt er totaal nieuwe software die het beheer en het verzamelen van allerlei informatie efficiënter zou moeten laten verlopen.

Na de ontsnapping in 2006 uit de gevangenis te Dendermonde werden een aantal veiligheidswerken uitgevoerd. Het is dus absoluut niet zo dat de gevangenis niet beveiligd was tegen ontsnapping, maar de gedetineerden hebben gebruikgemaakt van een zaag en een kniptang om de beveiliging onklaar te kunnen maken. De vraag hoe zij aan dat materiaal geraakt zijn staat centraal in het onderzoek.

De beveiliging is verbeterd, maar alle ontsnappingen verhinderen zal nooit lukken.

24.04 Sarah Smeyers (N-VA): Er moet echt een verbetering komen in de communicatie van het gerecht en het parket naar de gevangenen toe. Verder is de gevangenis van Dendermonde niet meer geschikt voor criminelen anno 2011. Ik hoop dat de eerste steen van de nieuwe gevangenis zo snel mogelijk kan worden gelegd.

24.05 Tanguy Veys (VB): Er is in Dendermonde een tekort aan straffcellen voor weerspannige gedetineerden en een tekort aan personeel. Het alarm is pas afgegaan toen de gevangenen zich al op de buitenmuren bevonden. Hopelijk werken de preventieve maatregelen die nu gefaald hebben, volgende keer wel. Ik heb de indruk dat men achter de feiten aanholt. De huidige overbevolking in de gevangenen werkt dergelijke toestanden in de hand.

24.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Er was geen enkele reden om deze gevangenen in straffcellen te stoppen. Dat soort gevangenen zal men bovendien nooit volledig kunnen beveiligen, want het is een gebouw uit de 19^{de} eeuw. Er wordt geïnvesteerd in beveiliging, maar het is altijd oplapwerk. We bouwen nu acht nieuwe gevangenen, waarvan ik verneem dat de voorzitter bezwaren heeft tegen die in Dendermonde.

De **voorzitter**: De milieuvereniging wil ze niet.

Het incident is gesloten.

25 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "niet-gebruikte enkelbanden" (nr. 3039)
- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de niet-gebruikte enkelbanden" (nr. 3117)
- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "het gebruik van de enkelbanden" (nr. 3123)
- de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "de niet-gebruikte enkelbanden" (nr. 3169)

De **voorzitter**: Alleen de heer Schoofs is aanwezig.

25.01 Bert Schoofs (VB): Er zouden 1.500 mensen onder elektronisch toezicht kunnen worden geplaatst, maar in september 2010 zei de minister al dat 1.200 het absolute maximum is. In sommige arrondissementen leidt dit tot een grote achterstand, omdat daar meer alternatieve straffen dan elders worden uitgesproken.

Kan de minister hier toelichting bij geven? Wanneer denkt hij de maximale capaciteit van elektronische enkelbanden te kunnen aanwenden?

25.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Op 28 februari 2011 stonden volgens het Nationaal

Centrum voor Elektronisch Toezicht 1.141 personen onder elektronisch toezicht, wat bijna een verdubbeling is ten opzichte van begin 2009. Het streefdoel op korte termijn blijft een dagpopulatie van 1.500.

Volgens het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen waren er op 15 februari 2011 in totaal 1.980 personen in strafonderbreking, namelijk 1.037 veroordeelden waarvoor de justitieassistent nog een maatschappelijk onderzoek moet voeren, 508 veroordeelden voor wie dit onderzoek loopt en ten slotte 401 veroordeelden die enkel nog wachten op een aansluiting om onder elektronisch toezicht te worden geplaatst. Personen in strafonderbreking worden niet gerekend tot de dagpopulatie van de gevangenis.

Enkel als effectieve gevangenen onder elektronisch toezicht worden geplaatst, heeft dit een invloed op de gevangenispopulatie.

Ook het aantal strafonderbrekingen moet natuurlijk zo beperkt mogelijk blijven en vooral voor deze categorie moet de capaciteitsstijging naar 1.500 soelaas bieden.

De plannen voor een capaciteitsuitbreiding van het elektronisch toezicht vergen middelen voor bijkomend personeel, die ook daadwerkelijk zijn uitgetrokken in de begroting 2010. Bovendien werd de categorie justitie-assistenten vrijgesteld van besparingsmaatregelen. Op het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht zijn er nu in totaal elf bijkomende personeelsleden volledig operationeel en de selectieprocedure voor negen bijkomende personeelsleden loopt nog. Er zijn ook bijkomende justitie-assistenten nodig voor de maatschappelijke enquêtes en de begeleiding, maar op het terrein blijkt dit niet zo eenvoudig door de specifieke personeelssituatie. Ik heb bij de betrokken directeur-generaal dan ook aangedrongen op structurele oplossingen.

Het probleem van de wachtlijsten voor elektronisch toezicht is het grootst in de justitiehuisen van Antwerpen, Franstalig Brussel, Brugge, Dendermonde en Luik. Daar wordt de situatie dan ook het grondigst geanalyseerd en wordt waar nodig overleg gepland.

Als de procedure kan worden vereenvoudigd, moet dit zeker gebeuren, maar zoiets mag geen afbreuk doen aan de kwaliteit van het elektronisch toezicht. Momenteel wordt al nagegaan of bepaalde werkprocessen niet sneller of eenvoudiger kunnen worden georganiseerd.

Tijdens de bespreking van mijn nota Strafvuitlegbeleid heb ik al gezegd dat nieuwe technologische toepassingen zoals gps-toepassingen of stemherkenning verder moeten worden verkend. Dat geldt ook voor een eventuele uitbreiding van het toepassingsgebied. Dit alles gebeurt best door een regering met volle bevoegdheden.

25.03 Bert Schoofs (VB): Voor één keer kan de oppositie zich erkentelijk tonen met deze snelle stijging van 600 naar meer dan 1.100 personen. Het is natuurlijk een complex project en ik hoop op een snelle regeling van de verdere problemen door een regering met volheid van bevoegdheden.

Het incident is gesloten.

26 Vraag van mevrouw Valérie De Bue aan de minister van Justitie over "de capaciteitsproblemen van de politiezone Nijvel-Genepiën" (nr. 3062)

26.01 Valérie De Bue (MR): De politiezone Nijvel-Genepiën wordt geconfronteerd met een capaciteitsprobleem omdat het aantal overbrengingen van gedetineerden de jongste jaren explosief toegenomen is. Uit een recent uitgevoerde evaluatie blijkt dat er twaalf veiligheidsassistenten nodig zijn.

De korpschef van die zone heeft herhaaldelijk om extra personeel gevraagd, maar dat werd hem telkens geweigerd, terwijl Nijvel-Genepiën de enige politiezone in de provincie is met een gerechtsgebouw en een gevangenis op haar grondgebied.

Zou het mogelijk zijn vijf extra veiligheidsassistenten ter beschikking te stellen? Zou het interventiekorps (CIK) bij de DirCo Nijvel niet kunnen worden ingeschakeld voor de overbrenging van gedetineerden wanneer de dagelijkse capaciteit wordt overschreden?

26.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Het veiligheidskorps beschikt over een operationele formatie van 420 veiligheidsagenten, verdeeld over 28 eenheden. Die verdeling is in opeenvolgende fasen tot stand gekomen, waarbij prioriteit werd gegeven aan zones met een strafinrichting op hun grondgebied.

We beschikken niet over de nodige begrotingskredieten om extra personeel aan te werven boven op de zeven agenten die momenteel tewerkgesteld zijn in de zone Nijvel.

Wat het interventiekorps van Waals-Brabant betreft (31 federale agenten), zijn 16 leden aangesteld bij de DirCo Nijvel, terwijl 15 leden verdeeld zijn over de politiezones Nijvel-Genepiën, Ardennes brabançonnaises, La Mazerine, Ottignies-Louvain-la-Neuve en West-Waals-Brabant, wat neerkomt op drie leden per zone. De politiezone Nijvel-Genepiën beschikt dus al over drie leden van het CIK.

In het licht van de prioritaire opdrachten van het CIK, beschouwt de minister van Binnenlandse Zaken de overbrenging van gedetineerden niet als een opdracht van heel uitzonderlijke aard van het CIK bij de DirCo.

De vraag blijft natuurlijk welke personeelscapaciteit er voor die opdracht ter beschikking moet worden gesteld. Ooit zal die capaciteit moeten worden uitgebreid, als we op alle verzoeken willen ingaan.

26.03 **Valérie De Bue** (MR): Ik hoop dat er in de begroting van 2011, hoe minimalistisch ze ook moge zijn, rekening zal worden gehouden met die behoeften. Ik trek aan de alarmbel namens onze politie, die reeds zwaar op de proef werd gesteld in het kader van het proces-Habran. Er is echt een probleem in de praktijk.

26.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Een gedeelte van de begrotingsmiddelen voor Binnenlandse Zaken en voor de politie zou bijvoorbeeld moeten worden overgedragen naar Justitie, en mijn departement zou volledig bevoegd moeten worden voor die opdracht. Die overdracht is aan de gang maar vandaag is er nog geen afdoende oplossing voor het probleem.

Het incident is gesloten.

27 **Vraag van mevrouw Kristien Van Vaerenbergh aan de minister van Justitie over "hoe griffiers en rechters omgaan met agressie" (nr. 3104)**

27.01 **Kristien Van Vaerenbergh** (N-VA): Het personeel van de griffies en rechters komen wel vaker in contact met ontevreden mensen.

Hoe gaan zij om met agressie? Worden zij hierop getraind? Zijn er gevallen gekend van griffies waar er een verhoogd ziekteverzuim is ten gevolge van blootstelling aan agressie?

27.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Sinds de wet van 31 januari 2007 staat het Instituut voor de Gerechtelijke Opleiding (IGO) in voor alle aspecten van de gerechtelijke opleiding. De wet bekrachtigt het recht van de beroepsmagistraten om deel te nemen aan permanente opleidingen. Voor het gerechtspersoneel voorziet het KB van 19 mei 2009 in dienstvrijstellingen en opleidingsverlof. Naast de gerechtelijke opleidingen kunnen zij ook algemene opleidingen volgen bij het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid (OFO). Via een machtiging door het IGO kunnen personeelsleden ook externe opleidingen volgen. Het IGO organiseert een opleiding voor magistraten, waaronder vrederechters, griffiers en andere leden van het personeel van de gerechtelijke orde, over het voorkomen van en het omgaan met agressiviteit. Zij worden immers geregeld geconfronteerd met moeilijke situaties.

In dergelijke situaties is het noodzakelijk over bepaalde vaardigheden te beschikken.

De duur van de opleiding bedraagt één dag. De selectie van de deelnemers gebeurt door het IGO, dat evenwel aan niemand de deelname heeft geweigerd. Integendeel, het heeft bijkomende sessies gepland om iedereen in staat te stellen om deel te nemen. Uit de behoefteanalyse is gebleken dat deze nood heel actueel is. De opleiding wordt gedecentraliseerd georganiseerd op tien verschillende locaties. De opleiding is van start gegaan in het najaar van 2010 en loopt nog tot eind maart 2011. In totaal zijn 28 sessies met telkens 15 deelnemers gepland.

Het gerechtspersoneel kan ook opleiding volgen bij het OFO. Deze opleidingen streven de ontwikkeling van

gedragsgerichte competenties na. De communicatie en het omgaan met personen of met bepaalde gebeurtenissen maken deel uit van het aanbod.

Mede door de vertrouwelijkheid van medische gegevens is het oorzakelijk verband tussen afwezigheden wegens ziekte en agressie op het werk niet vast te stellen. Enkel in geval van aangifte van de gebeurtenis, zoals arbeidsongevallen, wordt het verband met de gebeurtenis door mijn administratie geregistreerd.

De gevallen waarbij agressie als de oorzaak van een arbeidsongeval werd aangegeven, zijn beperkt. Sinds 2007 werden slechts vijf gebeurtenissen geregistreerd. Het betreft voornamelijk kleine schermutselingen met slagen en oppervlakkige verwondingen. De meest in het oog springende gebeurtenis betreft echter de agressie ter zitting van het vrederecht van het vierde kanton te Brussel. Die heeft geleid tot de dood van zowel vrederechter Brandon als griffier Bellemans. Die traumatische gebeurtenis heeft geleid tot de lange afwezigheid van het griffiepersoneel. De hoofdgriffier is nog steeds afwezig wegens ziekte als gevolg van deze feiten.

Het incident is gesloten.

28 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3074)

28.01 Bert Schoofs (VB): De Vlaamse Vereniging van Steden en Gemeenten heeft in haar tijdschrift *Lokaal* van 16 november 2010 haar beklag gemaakt over het feit dat er nog geen uitvoeringsbesluiten zijn voor diverse wetten, en zeker voor de wet op de kansspelen.

Welke KB's liggen voor het bevoegdheidsdomein Justitie te wachten op een volwaardige regering om te kunnen worden uitgevaardigd?

28.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Rechtsleer en rechtspraak hebben de lopende zaken aan de hand van een aantal criteria nader omschreven. Die criteria zijn opgenomen in de rondzendbrieven die bij het begin van de periode van lopende zaken worden verstuurd. Om te beginnen zijn er de zaken van dagelijks beheer, die steeds afgehandeld kunnen worden. Dan zijn er de handelingen die het dagelijks beheer overschrijden, maar die geen nieuw initiatief vereisen van de regering. Zij vormen dus een normale afwikkeling van bestaande beleidskeuzes. En dan zijn er de dringende zaken die geen uitstel dulden, omdat anders de fundamentele belangen van de natie geschaad kunnen worden. Ook hier mag een regering van lopende zaken optreden.

De regering zal dus geval per geval binnen dat kader onderzoeken of een maatregel noodzakelijk en verantwoord is. Enkel uitvoeringsbesluiten die deze toets doorstaan, worden uitgevaardigd.

Over concrete gegevens beschik ik hier niet. De situatie wijzigt trouwens elke dag, want elke dag moeten KB's worden uitgevaardigd omdat de urgentie van het dossier dat vereist.

28.03 Bert Schoofs (VB): Dat heeft de minister treffend verwoord. Ik zal de aantallen schriftelijk opvragen.

De **voorzitter**: Het gaat om 'dringend' in het belang van de natie. Onderhandelingen zijn ook in het belang van een bepaalde natie.

Het incident is gesloten.

29 Vraag van mevrouw Kristien Van Vaerenbergh aan de minister van Justitie over "de kritiek van de HRJ op het laattijdig publiceren van vacatures" (nr. 3109)

29.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Ik kom terug op een vorige vraag in verband met de toepassing van de circulaire nr. 154 en het laattijdig publiceren van vacatures. De Hoge Raad voor de Justitie heeft hier ook vragen bij.

Is het niet mogelijk om de maatregel te versoepelen en geval per geval te evalueren op basis van de

korpsgrootte, de beschikbare vrije plaatsen of de impact op de dagelijkse werking? Hoe staat het met de besparingen inzake de gerechtskosten? Welk bedrag probeert men te besparen door het laattijdig publiceren van vacatures? Wat werd er al bespaard op bodes? Hoe ervaren de rechtbanken en hoven die maatregel? Welke impact heeft dit op hun dagelijkse werking?

29.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik heb het antwoord van de Hoge Raad pas gelezen en zal de Raad nu dus antwoorden via een Kamerlid...

De regering heeft in budgettaire moeilijke tijden beslist om een belangrijke besparing door te voeren op de personeelsuitgaven. Ook Justitie ontsnapt daar niet aan. Wij maken wel een uitzondering voor de penitentiaire sector, voor de justitiehuisen en voor de rechterlijke orde: daar moet elke vertrekkende vervangen worden. Voor de andere categorieën van personeel is er dus geen automatische vervanging en zijn de kaders niet gegarandeerd. Besparen komt daar dus neer op een personeelsvermindering.

De magistratuur en de Hoge Raad voor de Justitie moeten zich ervan bewust zijn dat hoe minder vertraging er is bij de invulling van de vacatures, hoe beter. Er wordt immers geen personeelsvermindering op de statutaire kaders doorgevoerd, maar alleen een vertraging. Bovendien waakt de administratie erop dat voor de vertrekkenden de procedure op tijd wordt gestart, opdat op een onderbreking van twee maanden na de ambten niet onbezet blijven. Ik vraag aan de magistraten om hun pensioenaanvraag tijdig in te dienen, opdat de procedure niet wordt vertraagd.

Tot nader order kan ik deze maatregel van het minste kwaad niet versoepelen. Voor 2011 geldt immers een complementaire besparing van 0,7 procent op de personeelsuitgaven. Dat was al beslist in 2009. Ook hier moet de FOD Justitie zijn bijdrage leveren.

Uitzonderingen kunnen maar op voorwaarde dat de bijkomende kosten elders worden gecompenseerd. Ik heb de korpsverleiders gezegd dat ik opensta voor voorstellen, zolang de in totaal beoogde besparing maar wordt gehaald.

Bij de bodes werd met een begrotingsenveloppe gewerkt. Sommigen vonden dat de werking van de gerechten door deze besparingsinspanning in het gedrang kwam, maar andere korpsverleiders waren deze mening niet toegedaan. Ik heb geen weet van moeilijkheden. Al twee korpsverleiders zijn zelfs verder gegaan in het terugschroeven van het aantal bodes ter terechtzitting. Het vrijgekomen bedrag willen ze liever aan andere personeelsuitgaven besteden. Daar kan ik mee akkoord gaan.

Deze richting moeten we uitgaan in de toekomst: decentralisatie van het beheer en meer budgettaire verantwoordelijkheid. Bij de verdeling van de referendarissen en de parketjuristen gaan we dezelfde weg op. Ook voor de magistraten zou dat moeten kunnen. Problemen in kleinere rechtbanken of parket zouden moeten kunnen worden opgevangen door een afvaardiging voor korte tijd, tot de nieuwe aanwerving gebeurd is.

De Hoge Raad voor de Justitie suggereert om de besparingsinspanningen meer op de werkmiddelen te richten dan op de personeelsuitgaven. Dat is echter niet mogelijk: de regering heeft beslist om op beide vlakken besparingen door te voeren. Inzake werkmiddelen werd een vermindering doorgevoerd van 5,7 miljoen euro. Met de herziening van de tarieven voor telecommunicatie realiseren we daarbovenop een besparing van 6 miljoen.

Er komen nog bijkomende inspanningen, onder meer op het vlak van de gerechtskosten. Bij het uitwerken ervan houden we rekening met de voorstellen van de commissie Modernisering. De nieuwe wetgeving is in voorbereiding, net zoals de aanpassing van de wetgeving op DNA-onderzoeken. Daarna zullen we een aanbesteding kunnen uitschrijven voor de aanstelling van de laboratoria, waardoor we nogmaals een grote besparing kunnen realiseren. We moeten de gerechtskosten beter onder controle kunnen houden. Er wordt immers steeds meer een beroep gedaan op gerechtsdeskundigen en er zijn steeds meer aanvragen voor internationale rogatoire opdrachten.

Op het totaal van het personeel moeten we 28,7 miljoen euro besparen. Voor de bodes bedraagt dat 1,5 miljoen euro. Door de vertraging in de benoemingen wordt een bedrag van 4,8 miljoen euro bespaard.

29.03 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Ik leid uit dit antwoord af dat de minister bereid is om in te gaan op de vraag van de Hoge Raad voor de Justitie en de rechterlijke macht om betrokken te worden bij het overleg over toekomstige besparingsmaatregelen.

29.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik geloof in de decentralisatie van het middelenbeheer en in enveloppen per groter arrondissement. Vandaar het concept van de eenheidsrechtbank, waarbij bepaald wordt hoeveel magistraten en personeel elke afdeling krijgt. De interne verschuivingen en het interne gebruik van die middelen zijn dan de verantwoordelijkheid van de arrondissementen. Een volgende regering zal dat moeten realiseren.

Het incident is gesloten.

30 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Justitie over "het proces-de Croÿ" (nr. 3114)

30.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): De zogeheten zaak-de Croÿ is een van de grootste belastingfraudedossiers waarin nog geen uitspraak werd gedaan. Het proces ging in oktober 2010 van start, maar de verdediging kiest er blijkbaar voor, onder aanvoering van een bekend fiscaal pleiter, tal van procedurekwesties op te werpen, tot en met de wraking van de voorzitter van de 49^e correctionele kamer van de rechtbank te Brussel. Ook met de aanstelling van een nieuwe raadsman voor de hoofdverdachte wordt beoogd de procedure te rekken; die advocaat heeft immers familiebanden met de voorzitter van de correctionele kamer. Dat is een schandig manoeuvre.

De rechten van de Staat – we hebben het over ruim drie miljard oude Belgische frank – zouden in het gedrang kunnen komen indien dit dossier vertraging oploopt. De magistraat, die meer dan een jaar aan het tienduizend bladzijden tellende dossier heeft gewerkt, zou de zaak volledig moeten kunnen afwerken.

Wat is de stand van dit dossier? Welke planning volgt de 49^e correctionele kamer van de rechtbank van Brussel? Welke stappen doet het openbaar ministerie om dit proces tot een goed einde te brengen? Zal de voorzitter van deze kamer de zaak tot het einde toe kunnen behandelen? Welke beslissing nam de raad van de Orde ten aanzien van de nieuwe advocaat? Welke termijnen moeten er in acht worden genomen opdat de vorderingen in dit dossier niet zouden vervallen?

30.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Dit dossier betreft fiscalefraudemechanismen type kasgeldvennootschap. Het onderzoek werd in Antwerpen gevoerd en werd op 8 januari 2009 verzonden naar Brussel, nadat gevraagd werd de taal van het dossier te veranderen. De zitting werd vastgesteld op 19 februari 2010 voor de 49^e correctionele kamer van de rechtbank van eerste aanleg. Op de zitting werd een timing vastgesteld. Het onderzoek van de feiten zou vanaf 18 oktober 2010 van start gaan.

Sindsdien deed er zich een aantal incidenten voor in dit dossier (vordering tot wraking van de voorzitter – die onontvankelijk werd verklaard – en cassatieberoep, waarin het Hof van Cassatie nog geen uitspraak heeft gedaan).

Op 17 december heeft meester Arnaud Jansen, de schoonbroer van de voorzitter van de 49^e kamer, meegedeeld dat hij door prins Henri de Croÿ-Solre werd aangezocht om diens belangen in deze zaak te verdedigen. Volgens hem heeft het cassatieberoep tegen het arrest van het hof van beroep van 14 december 2010 een schorsend effect. Als gevolg van een en ander werd de zaak verdaagd met het oog op de voorbereiding van de verdediging van prins de Croÿ. Indien meester Arnaud Jansen inderdaad de verdediging in deze zaak zou opnemen, zou de voorzitter zich – overeenkomstig het voorschrift van artikel 304 van het Gerechtelijk Wetboek – moeten onthouden. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel heeft het onderzoek derhalve opeenvolgend verdaagd tot de zittingen van 20 december 2010, 10 januari en 4 februari 2011. Het dossier van prins Henri de Croÿ-Solre c.s. is op dit ogenblik verdaagd tot 18 maart 2011.

Het is nu wachten op het arrest van het Hof van Cassatie en, in voorkomend geval, op een nieuw onderzoek door de Raad van de Orde van advocaten bij de balie te Brussel van de door de gerechtelijke autoriteiten aangevoerde argumenten.

Als er ter vervanging van mevrouw Baudri een andere rechter zou moeten worden aangesteld, zou het

onderzoek van de procedure een aantal maanden vertraging oplopen. De procureur-generaal van het hof van beroep te Brussel zond op 28 december 2010, toen hij ervan op de hoogte werd gebracht dat de schoonbroer van de voorzitter als advocaat in deze zaak zou optreden, een brief aan de stafhouder van de Franstalige Orde van advocaten van de balie te Brussel waarin hij de achtergronden van deze procedure schetste.

De vicestafhouder antwoordde (op 5 januari 2011) dat hij niet inzag op grond waarvan meester Jansen zich zou moeten onthouden wegens zijn familiebanden met mevrouw Baudri. Volgens hem zou dat een kwalijke omkering van artikel 304 van het Gerechtelijk Wetboek zijn. De vaste vergadering van de korpschefs van de rechterlijke orde zou deze kwestie op haar volgende bijeenkomst moeten bespreken.

Indien meester Jansen in deze zaak als advocaat wenst te blijven optreden en de Orde van advocaten van de balie te Brussel hem niet verplicht om terug te treden om deontologische en loyaliteitsredenen, biedt artikel 304 van het Gerechtelijk Wetboek geen enkele ruimte om daartegen iets te ondernemen. De Raad van de Orde heeft geoordeeld dat de vrije keuze van de advocaat door de rechtzoekende een beginsel is dat bekrachtigd wordt in artikel 6.3 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en in artikel 14.3 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

Volgens de dagvaarding zouden de feiten pas op 27 november 2012 verjaren. Het is echter niet mogelijk om deze datum precies vast te stellen zonder onderzoek van de stukken in het dossier, temeer daar er verscheidene cassatieberoepen werden ingesteld.

30.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Fiscale fraude is een van de belangrijkste dossiers waarmee ons gerecht wordt geconfronteerd. Dit is een schoolvoorbeeld van een rechtszaak waarbij vertragingstactieken worden toegepast.

Wat zich hier voordoet, is precies het tegenovergestelde van loyaliteit en deontologie. Ondanks de scheiding der machten is de Raad van de Orde mee verantwoordelijk voor de goede werking van de Justitie.

De oorspronkelijke raadsman van de verdachte speelt volgens mij nog een rol. Het feit dat hij tevens plaatsvervangend magistraat in fiscale aangelegenheden is, doet problemen rijzen. De oplossing daarvan is vervat in de aanbevelingen van de onderzoekscommissie naar de grote fiscale fraude.

Ik zal op dit dossier terugkomen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.37 uur.